

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 8 août 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°440 ■

ALGER

Saisie de plus de 10 quintaux de viande de dinde impropre à la consommation humaine

P 16

LES INDICATEURS POUR L'ANNÉE 2023

Ce que dit le rapport du CNESE

Le Conseil a enregistré dans ses rapports des indicateurs positifs dans les domaines économique, social et environnemental, reflétant les efforts déployés par l'Etat pour améliorer le niveau de vie des citoyens et booster le développement afin de créer de l'emploi et diversifier l'économie nationale. Lors de la 6^e session ordinaire de l'Assemblée générale du CNESE, Mme Kherfi présidente de cette instance, a précisé qu'il sera procédé, au cours de cette réunion, à la présentation et à l'examen de plusieurs rapports et documents, notamment "le rapport de conjoncture économique, sociale et environnementale de l'année 2023" P 3



PRODUCTION ET CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ
Sonelgaz a réussi le pari



L'Algérie affiche une performance remarquable en matière de consommation et de production d'électricité grâce à des investissements soutenus, une stratégie bien définie et une gestion efficace du réseau. Avec des projets ambitieux en énergies renouvelables et un potentiel d'exportation solide, le pays se positionne comme un acteur clé dans le secteur énergétique régional et international.

P 5

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE
Près de 2 millions d'Algériens en Tunisie



Depuis le début de l'année 2024, près de deux millions d'Algériens ont franchi les frontières tunisiennes, notamment par le poste-frontière d'Oum Teboul à El Tarf, le plus important du pays selon les chiffres fournis par l'Office tunisien du tourisme en Algérie, rapportés par la presse nationale.

P 3

BANQUE D'ALGÉRIE
Ce que dit son nouveau rapport

«Le fort ralentissement de l'inflation, le taux de croissance appréciable du PIB, les excédents de la balance des paiements pour la seconde année consécutive, l'accumulation accrue des réserves de change, la croissance appréciable des crédits à l'économie et la solidité, la solvabilité et la rentabilité du secteur bancaire sont autant d'indicateurs qui témoignent des bons résultats de l'économie nationale...»

P 5

ANP

Le général d'armée Chanegriha en visite à la 2^e région militaire P 2

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 77 dollars P 16

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE

14.500 exploitations recensées à Ouargla P 4

ANP
Le général d'armée Chanegriha en visite à la 2e région militaire

Le Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général d'Armée Saïd Chengriha, effectuée, ce mercredi, une visite de travail et d'inspection à la 2e Région militaire. A l'entame de sa visite, il s'est rendu à la base navale principale de Mers El Kébir. Il a assisté à une présentation sur l'état d'avancement des projets de développement, ainsi que sur le déroulement des activités de préparation au combat des unités.

TIZI-OUZOU
Ouverture des inscriptions pour la 14^e fête de la figue de Lemsella

Les inscriptions pour participer à la 14^e édition de la fête de la figue du village Lemsella dans la commune d'Iloula Oumalou, à l'est de Tizi-Ouzou, prévue la fin de ce mois d'août, sont ouvertes, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs. L'association culturelle Tighilt de Lemsella qui organise la fête en collaboration avec le comité de village et d'autres partenaires, a invité les agriculteurs, les transformateurs des produits du terroir, les artisans et tous ceux qui souhaitent prendre part à l'événement, à remplir un formulaire de participation en ligne via le lien <https://forms.gle/DPf7HWmqsfnoB4n66>. Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 20 août, alors que la date de la tenue de la fête de la figue est prévue du 29 au 31 de ce même mois, selon les organisateurs.

VOLS OMRA 2024/2025

Air Algérie annonce des tarifs attractifs

Après une saison du Hadj réussie, les citoyens algériens se préparent à rejoindre les terres saintes pour accomplir le rituel de la Omra. Dans ce sillage, Air Algérie a annoncé la reprise de ses vols à destination de l'Arabie Saoudite, dans le cadre de la Omra du Mawlid.

En effet, dans une nouvelle vidéo, la compagnie aérienne nationale annonce la reprise et l'ouverture des ventes sur ses billets de voyage à destination de l'Arabie Saoudite, dans le cadre de la nouvelle saison de la Omra. Air Algérie annonce que les réservations sont disponibles au niveau des agences agréées, ou en se rapprochant de l'une des agences partenaires de la compagnie aérienne. Ces vols à destination de l'Arabie Saoudite

seront opérés au départ des aéroports agréés, à savoir : Alger, Oran, Constantine, Annaba, Ouargla, El Ouadi, Ghardaïa, Tamanrasset et Adrar. Les premiers vols d'Air Algérie sont attendus à partir du 1^{er} septembre 2024 et son programme s'étalera jusqu'au 27 mars 2025. Le transporteur annonce aussi un autre programme pour la période allant du 27 mars au 10 avril 2025, dans l'attente des vols Charters.



ALGER

Saisie de plus de 10 quintaux de viande de dinde impropre à la consommation humaine

Les éléments de la Gendarmerie nationale (GN) de Baraki (Alger) ont découvert un abattoir clandestin de volailles où plus de 10 quintaux de viande de dinde impropre à la consommation humaine ont été saisis, indique, mardi, un communiqué du même corps de sécurité. "Les éléments de la brigade territoriale de la GN d'El Djoumhouria à Baraki ont reçu des informations selon lesquelles il existe un abattoir clandestin de viandes blanches

impropres à la consommation humaine, dont le propriétaire abattait illégalement des dindes et les vendait dans un entrepôt situé dans une ferme voisine", précise la même source. Ainsi, les éléments de la GN ont effectué une descente dans les lieux qui se trouvaient dans un état insalubre, où les conditions de propreté et d'hygiène sont inexistantes d'autant plus que les saisies opérées étaient destinées au consommateur",

note le communiqué, ajoutant que "le propriétaire de l'abattoir ne détient aucun document l'autorisant à exercer cette activité". L'opération qui a été menée en coordination avec le bureau de contrôle et de répression des fraudes auprès de l'inspection du commerce, a permis "l'arrestation de 3 individus et la saisie de 676 kg de viande de dinde destinés à la vente, de 378 kg de dindes non abattues et 73 millions de centimes" is-

sus des revenus de leur activité illicite. Après avoir contacté les services vétérinaires compétents, il s'est avéré que la quantité de viande de dinde saisie était impropre à la consommation humaine. Les individus arrêtés seront déférés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Harrach, après accomplissement de toutes les procédures légales, conclut le communiqué.

USTO-MB

Plus de 5.500 places pédagogiques pour les nouveaux bacheliers

Plus de 5.500 places pédagogiques ont été consacrées par l'Université des Sciences et de la Technologie "Mohamed Boudiaf" d'Oran (USTO-MB) aux nouveaux bacheliers et 3 nouvelles filières ouvertes au titre de l'année universitaire (2024-2025), a-t-on appris de cet établissement de l'enseignement supérieur. A ce titre, plus de 5.500 places ont été consacrées pour les nouveaux bacheliers dans 21 choix proposés par l'USTO-MB, qui assure la formation dans 06 domaines, 06 filières nationales et 9 régionales. A ce propos, 3.530 places ont été consac-

rées pour le domaine des Sciences et Technologies (ST), 400 places pour les Sciences de la Matière (SM), 500 places pour les Sciences de la Nature et de la Vie (SNV), 420 places pour les Mathématiques et Informatique (MI), 150 places pour les Science et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS) et 500 places pour le domaine de l'Architecture, l'Urbanisme et les Métiers de la Ville (AUMV). Pour l'année 2024-2025, trois nouvelles filières ont été ouvertes dans le cycle Licence, en l'occurrence en Urbanisme, Licence en automatique : système Automobile, et Licence professionnalisante

en Génie industriel : Métier industriel et Fabrication Mécanique, des filières en adéquation avec les besoins de l'économie nationale. Pour l'année universitaire en cours, le nombre de diplômés a atteint 5.157 dont 2.954 en Licence, 2.203 en Master et 68 en doctorat, a-t-on ajouté de même source. L'USTO-MB comprend 07 Facultés, 02 Instituts, 39 laboratoires de recherche et assure des formations dans 06 domaines, 06 filières nationales et 9 régionales pour un total de 18.998 étudiants (12.081 en licence, 5.048 en master et 1.868 en ingéniorat).

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LES INDICATEURS POUR L'ANNÉE 2023

Ce que dit le rapport du CNESE

Le Conseil a enregistré dans ses rapports des indicateurs positifs dans les domaines économique, social et environnemental, reflétant les efforts déployés par l'Etat pour améliorer le niveau de vie des citoyens et booster le développement afin de créer de l'emploi et diversifier l'économie nationale. Lors de la 6e session ordinaire de l'Assemblée générale du CNESE, Mme Kherfi présidente de cette instance, a précisé qu'il sera procédé, au cours de cette réunion, à la présentation et à l'examen de plusieurs rapports et documents, notamment "le rapport de conjoncture économique, sociale et environnementale de l'année 2023" et le "rapport sur le développement social et humain, réalisations clés et défis 2019-2023", à travers lesquels le Conseil a enregistré "des indicateurs positifs dans les domaines économique, social et environnemental

Synthèse de Réda Hadi

Ces indicateurs sont le reflet des efforts déployés par l'Etat algérien pour améliorer le niveau de vie des citoyens et booster le développement afin de créer de l'emploi et de diversifier l'économie nationale". Dans son allocution, la responsable a mis en exergue les différents acquis sociaux, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'habitat et de l'amélioration du niveau de vie, en plus des indicateurs économiques positifs abordés en détail dans les deux rapports. Parmi les données les plus importantes, elle a rappelé que l'année 2023 s'était caractérisée par "des indicateurs économiquement équilibrés et des progrès notables dans le domaine social, ce qui représente une base solide pour 2024 et les années qui suivront". Parmi les principaux indicateurs en se basant sur les statistiques officielles, figure un taux de croissance économique encourageant réalisé par l'Algérie, estimé à 4,1% et un PIB de près de 260 milliards USD en 2023, tandis que la balance commerciale a enregistré un excédent d'environ 10 milliards USD vers la fin de l'année précédente, grâce à des exportations d'une valeur de 54,7 milliards USD avec une augmentation d'environ 3% par rapport à 2022, contre 44,3 milliards USD d'importations. Elle a, en outre indiqué que les réserves de change ont atteint 69 milliards USD avec une croissance de 24% des recettes budgétaires en sus d'une augmentation des recettes fiscales pétrolières d'environ 20% outre les recettes ordinaires (+28 %) et fiscales (+17%), ainsi qu'une augmentation du volume des transactions sur internet à



un taux supérieur à 77%. Par ailleurs, elle a mis en exergue les réalisations de l'Algérie dans le secteur de l'énergie en renforçant sa position dans le marché mondial de l'énergie en 2023, devenant, ainsi le deuxième plus grand fournisseur de gaz naturel pour l'Union européenne avec une augmentation "remarquable" de ses exportations en matière de gaz liquéfié, précisant que le secteur de l'énergie demeure un secteur prometteur pour l'Algérie. En ce qui concerne les indicateurs sociaux, elle a affirmé que l'Algérie a réalisé plusieurs acquis, y compris ceux accomplis en matière de droit, et ce, en ajoutant plusieurs législations relatives à la protection des droits des citoyens, outre de nombreux acquis sociaux. Elle a cité, parmi les acquis, les revalorisations de la pension des retraites, la création de l'allocation Chômage et la promotion du rôle de la femme et des jeunes au sein de la société, outre "le progrès important réalisé au niveau de l'Indice de développement humain (IDH), atteint grâce aux efforts consentis par l'Etat dans les domaines de la santé et de l'Education, ainsi que

la réalisation d'acquis importants en matière de sécurité alimentaire, et ce, grâce aux réalisations du secteur agricole qui a "connu un bond qualitatif ces dernières années". Mme Kherfi a mis l'accent sur ces acquis "réalisés grâce aux efforts consentis par l'Etat durant les trois dernières années dans le cadre de la concrétisation des engagements du président de la République visant l'apport d'un soutien matériel et social aux familles nécessiteuses, dont la prise en charge des besoins urgents des zones d'ombre (...)

et les efforts continus pour prendre en charge les besoins du citoyen en matière de logement et des services publics". En revanche, Mme Kherfi a abordé un ensemble de défis "nécessitant la conjugaison des efforts pour mettre un terme à leurs impacts potentiels", en tête desquels "ceux imposés par les changements géopolitiques mondiaux et régionaux accrus et accélérés menaçant les économies des pays et leur stabilité et sécurité nationales, outre les défis des changements climatiques croissants que le monde connaît". A noter que la séance a connu, après présentation des deux rapports, un débat animé par des experts portant sur leur contenu en sus des échanges sur les changements géopolitiques mondiaux et leurs impacts éventuels sur les circonstances économiques et sociales des pays. Après approbation des deux rapports, Mme Kherfi a souligné que les recommandations et préoccupations enregistrées lors du débat seront toutes prises en compte, tout en affirmant l'importance des acquis réalisés et l'impératif de leur valorisation.

SKIKDA

Les travaux de réhabilitation des écoles achevés avant fin août

Les autorités de la wilaya de Skikda ont lancé des travaux de réhabilitation et d'équipement de 269 écoles primaires, dans 38 communes. La réalisation de ce projet sera achevée "avant la fin du mois d'août en cours", ont indiqué les services de la wilaya. Les travaux ont porté aussi sur la réparation des chauffages en pannes, leur entretien ainsi que la réfection, dans certains établissements, de l'étanchéité, mise en place de mobiliers de classes (tables et chaises), l'équipement des cantines scolaires et l'aménagement des cours extérieures. Presque deux milliards de dinars ont été débloqués pour ces opérations.

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

Près de 2 millions d'Algériens en Tunisie

Par Sirine B

Depuis le début de l'année 2024, près de deux millions d'Algériens ont franchi les frontières tunisiennes, notamment par le poste-frontière d'Oum Teboul à El Tarf, le plus important du pays selon les chiffres fournis par l'Office tunisien du tourisme en Algérie, rapportés par la presse nationale. Ce flux de visiteurs est remarquable comparé aux plus de 3,2 millions d'Algériens qui avaient visité la Tunisie en 2023. Les prévisions pour cette année sont encore plus optimistes, avec des

réservations déjà complètes jusqu'à la fin août, signalant un intérêt croissant pour cette destination. La proximité géographique, la qualité des services hôteliers, et les prix attractifs, allant de 30 000 à 60 000 DA par personne, expliquent en partie cet engouement. Les offres « all inclusive » et la diversité des propositions attirent particulièrement les touristes algériens, ainsi que les émigrés qui, lors de leur retour en Algérie, profitent souvent de l'occasion pour visiter la Tunisie. L'échange monétaire entre euros et dinars tunisiens, avec plus d'un million d'euros convertis en di-

nars, témoigne de ce flux important. Les relations entre les deux pays sont également favorables, avec 94 % des touristes algériens se rendant en Tunisie par voie terrestre. La Tunisie reste la destination préférée des Algériens, offrant un excellent rapport qualité-prix et une diversification des offres touristiques. En 2024, les chiffres sont déjà prometteurs avec une augmentation de 17 % du nombre de touristes algériens par rapport à la même période en 2023. En réponse à cette dynamique, les autorités tunisiennes mettent tout en œuvre pour garantir les meilleures

conditions d'accueil et de séjour pour les visiteurs algériens, reflétant les relations fraternelles entre les deux pays. Cette coopération touristique bilatérale se renforce également par des projets futurs, comme la reprise des dessertes ferroviaires entre Annaba, Souk Ahras et Tunis, qui devrait encore faciliter les déplacements et renforcer les échanges. Les professionnels du secteur des deux côtés restent optimistes pour l'avenir du tourisme entre l'Algérie et la Tunisie, en travaillant pour surmonter les obstacles et améliorer l'expérience touristique pour tous.

UNIVERSITÉ D'ALGER 3

Lancement de plusieurs spécialités innovantes à partir de la prochaine année universitaire

L'Université d'Alger 3 compte lancer plusieurs "spécialités innovantes" à partir de la prochaine année universitaire 2024/2025, a indiqué mardi un communiqué du même établissement. "Dans le cadre du renforcement de sa place dans la nomenclature nationale de formation, l'Université d'Alger 3 annonce le lancement de plusieurs spécialités innovantes, dont des spécialités à double diplôme et à double-compétence et ce à partir de la prochaine année universitaire 2024/2025", précise le communiqué. Cette démarche s'inscrit "dans le cadre des efforts constants de l'université afin de répondre aux besoins du marché de l'emploi et de permettre aux étudiants d'acquérir les compétences requises pour surmonter les défis à l'avenir", note la même source qui ajoute que ces spécialités portent sur "un large éventail de domaines alliant théorie et pratique". Concernant les spécialités "à double diplôme", l'Université offre des formations en modélisation mathématique, aide à la décision "économie quantitative, économie numérique" "médias, communication" "relations internationales et médias" entraînement sportif compétitif. Quant aux spécialités à "double compétence", elles comprennent l'économie quantitative "informatique et l'économie" relations internationales. Le lancement de ces spécialités innovantes "reflète la vision de l'Université à développer un système d'enseignement de haute qualité qui soit en phase avec les évolutions mondiales". A ce propos, le recteur de l'Université d'Alger 3, Khaled Rouaski, a affirmé que cette démarche fait partie de "la stratégie globale de développement de l'enseignement supérieur", assurant que l'Université "œuvrera constamment à développer et à actualiser ses programmes afin de répondre au marché de l'emploi", conclut la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	0,00	540 000 000,00	
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE

14.500 exploitations recensées à Ouargla

Plus de 14.500 exploitations agricoles et d'élevage ont été recensées dans la wilaya d'Ouargla au terme du Recensement général de l'agriculture (RGA-2024), a-t-on appris mardi de la direction locale des Services agricoles (DSA). Les résultats préliminaires de cette campagne, lancée fin mai dernier dans de bonnes conditions d'organisation sous l'égide du wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, ont dépassé les prévisions de la DSA qui tablaient sur un recensement de 13.850 exploitations, a indiqué le responsable de l'opération du RGA, Amel Bouchemel. Cette hausse est le résultat de l'action de terrain menée par les encadreurs du

RGA ayant bravé les rudes conditions climatiques (fortes chaleurs notamment) sévissant dans la région, mais aussi par le fait que la campagne a été favorablement accueillie par les agriculteurs, éleveurs et autres acteurs du secteur, à la faveur des campagnes de sensibilisation d'envergure l'ayant précédée. Au moins 109 encadreurs, dont des agents recenseurs et autres contrôleurs et observateurs, ont bénéficié d'une formation technique pour la réussite de cette opération d'envergure. Entrant dans le cadre de la feuille de route du secteur de l'Agriculture pour la période 2020-2024, cette opération devra permettre le recensement de manière précise de la situation du secteur,

la collecte et la mise à jour de données fiables sur les structures agricoles et les acteurs du secteur, ainsi que l'amélioration et le renforcement des interventions et programmes de développement agricoles préconisés par les pouvoirs publics, a expliqué le même responsable. Troisième du genre après ceux de 1973 et 2021, ce recensement revêt un grand intérêt pour les pouvoirs publics en leur permettant de mettre en œuvre une stratégie de développement agricole et rural axée sur des données précises, dont la population agricole, le tissu agricole, le volume des investissements, les surfaces arables, ainsi que la définition des moyens et équipements agricoles et la richesse animale.

AÉROPORT D'ALGER

Mediouni annonce un nouveau service numérique



En effet, dans sa déclaration, il fait part du lancement d'un nouveau site web (cliquer ici) et d'une revue dédiée à l'aéroport international de Houari Boumediene. Le PDG de la SGSIA annonce, par ailleurs, le lancement prochain d'une application mobile sur Android et sera disponible sur Play Store. Mediouni indique que cette nouvelle application mobile permettra d'accéder à toutes les informations, en quelques clics seulement, notamment sur les vols, la gestion du temps, le traitement, les parkings... Le lancement de cette application permettra d'instaurer une gestion moderne de l'aéroport, elle sera généralisée dans quelques jours.

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية المصايد
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإسعة الاستهلاك ليوم 07 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 07 Août 2024

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	92	113	71	البطاطا	
	Tomate	68	80	55	الطماطم	
	Oignon sec	42	49	35	البصل الجاف	
	Ail sec	342	399	285	الثوم الجاف	
	Carotte	69	79	60	الجزر	
	Navet	115	128	102	لفت	
	Poivron	97	110	84	الفلفل الاخضر	
	Piment	108	122	94	الفلفل الحار	
	Courgette	84	96	73	الكوسية	
	Haricot vert	202	220	184	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	93	105	82	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	410	515	306	التفاح المحلي	
	Datte	559	690	428	التمر	
	Melon	102	114	90	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	83	93	73	البطيخ الاحمر	
	Banane	370	381	359	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1778	1903	1653	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	499	512	485	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	
					المنتجات ذات الأصل الحيواني	

PRODUCTION ET CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

Sonelgaz a réussi le pari

L'Algérie affiche une performance remarquable en matière de consommation et de production d'électricité grâce à des investissements soutenus, une stratégie bien définie et une gestion efficace du réseau. Avec des projets ambitieux en énergies renouvelables et un potentiel d'exportation solide, le pays se positionne comme un acteur clé dans le secteur énergétique régional et international. Sonelgaz a joué un rôle déterminant dans les performances énergétiques de l'Algérie en renforçant et développant les infrastructures grâce à des investissements annuels constants. L'entreprise a maintenu la qualité et la stabilité du réseau électrique en mettant en place des plans d'action et de maintenance rigoureux, même pendant les pics de consommation estivaux.

Par Mourad A.

L'Algérie est l'un des principaux consommateurs d'électricité en Afrique, avec une augmentation de plus de 5 % ces dernières années, témoignant d'une demande croissante probablement due à des facteurs tels que la croissance démographique et économique. Le pays dispose de capacités de production de plus de 26 000 mégawatts, largement supérieures à la consommation de pointe normale de 17 000 mégawatts. Cette surcapacité permet non seulement de satisfaire les besoins internes, mais aussi d'ouvrir des possibilités d'exportation. En termes de qualité et de stabilité du réseau électrique, l'Algérie a atteint un haut niveau de maîtrise. Cet été, le pays a fait face à des pics historiques de consommation, atteignant jusqu'à 19 543 mégawatts, mais le réseau a su gérer efficacement ces situations sans coupures majeures, démontrant ainsi une bonne préparation et une résilience notable. Cette performance reflète des efforts significatifs en ingénierie et en gestion des infrastructures énergétiques. Sonelgaz, avec l'aide de l'État, investit environ 300 milliards de dinars par an pour renforcer et développer les infrastructures énergétiques, incluant le développement de nouveaux réseaux, le renforcement des anciens, et la remise à niveau des réseaux existants. L'entreprise met également en place des plans d'action et de maintenance appropriés pour assurer la continuité et la qualité de l'alimentation en électricité, en se basant sur une analyse continue des réseaux. La surcapacité de production permet à l'Algérie de se positionner comme un exportateur potentiel d'électricité. Sonelgaz a déjà une expérience dans l'exportation vers la Tunisie et la signature d'un protocole d'entente entre Sonatrach, Sonelgaz et l'italien Eni souligne l'intérêt et le potentiel du pays à exporter de l'électricité



vers l'Europe. Dans le cadre du développement des énergies renouvelables, l'Algérie vise à diversifier son mix énergétique dominé par le gaz naturel en investissant dans les énergies renouvelables, avec un objectif de 22 gigawatts d'ici 2030. Un programme de 15 gigawatts d'énergie solaire est déjà en cours, avec 3 200 mégawatts engagés et des chantiers bien avancés. Les premiers mégawatts issus de ce programme devraient être mis en service d'ici fin 2024. Abdelhamid Rais, Chef de cabinet du PDG de Sonelgaz, lors de son passage à la télévision algérienne a souligné que Sonelgaz se

prépare activement aux pics de consommation estivaux en mobilisant des ressources et des équipes, et en mettant en place des plans d'action et de maintenance adaptés. Les investissements constants visent à assurer une alimentation continue et de qualité, tout en promouvant une utilisation correcte et rationnelle de l'énergie. L'interconnexion avec le réseau tunisien et les accords en cours démontrent une stratégie orientée vers l'exportation d'électricité. Par ailleurs, l'Algérie mise sur son potentiel solaire pour développer des projets d'énergie renouvelable avec des objectifs ambitieux pour les années à venir.

BLIDA

Plus de 7.600 nouveaux étudiants inscrits à l'Université Ali Lounici pour la prochaine rentrée

Au total, 7.671 nouveaux étudiants seront accueillis par l'Université Ali Lounici (Blida 2), à la prochaine rentrée universitaire 2024/2025, a-t-on appris, mercredi, auprès du rectorat de cet établissement de l'enseignement supérieur. Ces nouveaux étudiants seront répartis sur les neuf spécialités assurées par cette université, à savoir les sciences économiques, commerciales et de gestion (1.789 étudiants), la faculté de Droit (1.320 étudiants), la langue et littérature arabes (907) et les sciences sociales (799 étudiants), selon la même source. A cela s'ajoutent 804 étudiants ayant opté pour les sciences humaines, 799 pour les sciences sociales, 595 pour les sciences politiques. Le reste étant reparté sur les langues étrangères, dont 503 pour l'anglais, 502 pour le français et enfin l'italien avec 452 étudiants inscrits, a-t-on ajouté. La même source a, par ailleurs, fait part de l'ouverture attendue à la prochaine rentrée universitaire, de huit (8) nouvelles spécialités en licence et master, au niveau de la même université. Il s'agit de formations en licence dans les spécialités de l'archéologie générale, de la linguistique appliquée, et de l'économie et gestion des entreprises. Les spécialités ouvertes en Master concernent la presse écrite et électronique, l'audio-visuel, la Communication et relations publiques, l'histoire du monde arabe contemporain et l'entrepreneuriat, selon la même source.

BANQUE D'ALGÉRIE

Ce que dit son nouveau rapport

«Le fort ralentissement de l'inflation, le taux de croissance appréciable du PIB, les excédents de la balance des paiements pour la seconde année consécutive, l'accumulation accrue des réserves de change, la croissance appréciable des crédits à l'économie et la solidité, la solvabilité et la rentabilité du secteur bancaire sont autant d'indicateurs qui témoignent des bons résultats de l'économie nationale» C'est ce qu'indique en substance la banque d'Algérie (BA) à travers son nouveau rapport annuel retraçant les évolutions économiques et monétaires du pays durant l'exercice écoulé. Ainsi, en termes d'activité économique, la BA sou-

ligne qu'après la forte récession de 2020 (-5%) en plein contexte de pandémie mondiale de Covid-19, l'Algérie a enregistré des taux de croissance appréciables en 2021, 2022 et 2023, respectivement de 3,8%, de 3,6% et de 4,1%. Des taux qui traduisent un «rapide rétablissement de l'économie algérienne, d'autant plus que le taux de croissance réel enregistré en 2023 (4,1%) est le plus élevé de toute la période 2015-2023», note le rapport. Cette accélération du rythme de la croissance économique est principalement due au secteur d'activité des industries extractives, qui a généré, au titre de l'exercice écoulé, «17% de la valeur ajoutée brute globale de l'écono-

mie algérienne, occupant ainsi le premier rang», selon la banque centrale. Un matelas de devises de près de 69 milliards \$ En termes d'équilibres financiers extérieurs, indique le rapport, «l'important excédent du solde global de la balance des paiements enregistré en 2022 ainsi que celui de moindre ampleur constaté en 2023 ont permis la reconstruction du stock des réserves officielles de change (or monétaire non compris)». Celles-ci ont ainsi atteint 60,944 milliards de dollars à fin 2022 et 68,988 milliards de dollars à fin 2023, tandis que l'encours de la dette extérieure globale de l'Algérie s'est relativement stabilisé passant de 3,036

milliards de dollars à fin 2022 à 3,186 milliards à fin 2023. «Ne représentant que près de 1% du PIB, cet encours témoigne de la faible exposition de l'Algérie aux différents risques associés à l'endettement extérieur», précise l'institution monétaire, en soulignant que «le solde global de la balance des paiements a enregistré en 2023 son deuxième excédent consécutif après huit années de déficits continus entre 2014 et 2021». Un excédent qui s'est néanmoins «fortement contracté, passant de 18,468 milliards de dollars en 2022 à 6,347 milliards de dollars en 2023», est-il relevé dans le même rapport.

RN

SOUK AHRAS
4 opérations pour renforcer l'alimentation en eau potable

Quatre opérations de renforcement de l'approvisionnement en eau potable seront lancées "avant la fin du mois d'août courant", dans la wilaya de Souk Ahras, apprend-on mardi auprès de la direction locale des ressources en eau. Inscrites au programme d'urgence du ministère de l'Hydraulique de l'exercice 2024, ces opérations mobiliseront une enveloppe financière de près de 580 millions DA, a précisé à l'APS le chef du service d'approvisionnement en eau potable de cette direction, Boulaarasse Aggoune. La première opération portera sur la réhabilitation et le rééquipement de 12 forages profonds dans les communes de Taoura, Heddada, Oum Laadhaïm, Sedrata, Ouled Driss, Dréa, Zaârouria et Sidi Fredj pour une enveloppe financière de 60 millions DA, tandis que la deuxième concernera la réalisation, l'équipement et l'électrification de 1.800 mètres linéaires de forages profonds avec leur raccordement au système de distribution de l'eau dans les communes de Taoura, Heddada et Tiffech pour 220 millions DA, a indiqué le même responsable. La troisième opération prévoit la réhabilitation et le rééquipement de stations de pompage de Zelfa (commune de Heddada), M'daou-rouche centre et E Kenni (Merahna) pour une enveloppe financière de 100 millions DA afin d'améliorer l'accès à l'eau des habitants des communes de Heddada, Khedara, Ouled Moumene, M'daou-rouche centre, Merahna centre et Sidi Fredj, selon la même source. Dans la quatrième opération, il sera procédé à la réhabilitation des réseaux de distribution des deux communes de Khemissa et d'Oued Kerbit par la rénovation des parties vétustes et l'augmentation du diamètre des canalisations pour une enveloppe financière de 200 millions DA, a souligné M. Aggoune.

ORAN

1,5 milliard DA pour l'aménagement des écoles primaires

La wilaya d'Oran a bénéficié d'une enveloppe financière de 1,5 milliard DA pour la réhabilitation et l'aménagement des écoles primaires, a-t-on appris, mardi, du wali Saïd Sayoud.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection de plusieurs établissements scolaires, qui ont bénéficié de larges opérations d'aménagement dans la région de Mahdia et des communes de Tafraoui, Oued Tlelat et Es-Senia, M. Sayoud a indiqué que cette enveloppe financière est destinée à la réhabilitation et l'aménagement de plus de 180 établissements scolaires dans le cycle primaire, à travers différentes communes de la wilaya. Il a ajouté que les travaux d'aménagement ont été lancés, durant les vacances d'été, sous la supervision des Directions de l'Équipement public et du logement, sachant que les travaux touchent la peinture, l'étanchéité, la réalisation des terrains en gazon artificiel,

l'extension des classes et autres, soulignant que "les travaux ont été achevés concernant 150 écoles primaires, le reste étant en cours de réalisation à des taux supérieurs à 60 pour cent, et ce jusqu'à leur achèvement au plus tard à la fin de ce mois d'août. Le wali a également posé la première pierre de la construction d'un CEM dans la région de Mahdia (commune de Oued Tlelat) et de deux groupes scolaires dans la zone de "Graidia" à Tafraoui et Hamoul, dans la commune d'El Kerma, où il a insisté sur la livraison de ces structures à la fin décembre prochain ou au premier trimestre de l'année prochaine, au maximum. Le wali a, en outre, inspecté le projet d'alimentation de la zone industrielle de Tafraoui en eau potable à partir de la zone

de Larabaâ de Oued Tlelat sur une distance de 53,3 km, sachant que le projet, qui a nécessité un montant de 1,7 milliard DA, comporte aussi la réalisation de deux réservoirs d'une contenance globale estimée de 7.000 m3 et deux stations de pompage. M. Sayoud a insisté auprès de l'entreprise chargée de la réalisation sur la nécessité d'augmenter le rythme des travaux et réduire les délais de livraison de 8 à 5 mois. Le même responsable a annoncé que la commune de Tafraoui a bénéficié, dernièrement, d'un deuxième programme d'urgence pour renforcer l'alimentation de la population en eau potable, concernant le fonçage de trois puits, indiquant que l'opération se fera dans les 20 jours au maximum

SAISON ESTIVALE À EL TARF

Caravane culturelle de divertissement vers les communes frontalières

Une caravane culturelle de divertissement s'est dirigée mardi depuis la bibliothèque principale de lecture publique Françoise Louise appelée Mabrouka Belkacem de la ville d'El Tarf vers les communes frontalières de cette wilaya dans le cadre du programme d'animation de la saison estivale 2024. "L'objectif de la caravane dont

l'activité se poursuivra jusqu'au 15 août est d'amener l'animation culturelle jusqu'aux communes les plus éloignées du chef-lieu de wilaya", a précisé Abdelkader Azzedine, directeur local de la culture et des arts, à l'origine de cette initiative. La caravane à l'organisation de laquelle participent plusieurs associations culturelles locales et

artistes "constitue un espace ouvert aux enfants et écoliers pour exploiter la période des vacances scolaires à l'exercice d'activités de divertissement avant de regagner de nouveau leurs classes avec un nouveau souffle", a ajouté le même responsable. La caravane s'arrêtera au premier jour de sa tournée à Zay-

touna pour présenter des spectacles de théâtre, de clowns, des tours de magie et organiser des ateliers de dessin et des concours culturels qui seront clôturés à la bibliothèque d'El Ayouné par la tenue d'autres activités ouvertes aux enfants en dessin, calligraphie, activités manuelles et de lecture, a-t-on indiqué.

ALGER

Réalisation de plusieurs projets pour améliorer la distribution de l'électricité et du gaz

La Société algérienne de l'électricité et du gaz-Distribution -région d'Alger- (filiale de Sonelgaz) a réalisé, au cours de cette année, plusieurs projets visant à améliorer la qualité de ses services, notamment face à une consommation record de l'électricité due à la hausse des températures, a indiqué mardi un communiqué de la société. A l'occasion du 55ème anniversaire de la création de Sonelgaz, célébré sous le slogan "55 ans de réalisations", la société a présenté, dans un communiqué, le bilan de ses principales réalisations accomplies depuis le début de l'année 2024, en vue d'améliorer les prestations prodiguées à sa clientèle, dont l'extension du réseau électrique qui est passé de 14.996 km en 2023 à 15.192 km en 2024. De même que le réseau du gaz est passé de 6.211 km en 2023 à 6.262 km en 2024, soit plus de 50 km réalisés cette année, ajoute le communiqué. La Sonelgaz-Distribution a aussi fait état de 41 transformateurs électriques à travers la capitale, dont trois (3) nouveaux transformateurs mis en service dernièrement à Baraki-Nord, Bab El Oued, outre un poste modulaire à Khraicia. Ces transformateurs viennent s'ajouter à trois (3) autres qui seront mis en service "dans les jours à venir" à Bouzareah, à Bachdjara et aux Eucalyptus, en sus de 20 transformateurs mobiles et de 52 autres dans le cadre du plan

d'été 2024. La région de distribution d'Alger qui compte plus de 1,17 million d'usagers consommateurs d'électricité et plus de 827.000 usagers consommateurs de gaz, a assuré 31 transformateurs à moyenne et basse tensions, réalisés durant le premier semestre de 2024, et ce en dehors du plan d'été 2024. Les efforts de la société se sont poursuivis durant le premier semestre de l'année 2024, en procédant au raccordement de 26.365 clients au réseau d'électricité et 19.942 clients au réseau du gaz dans les agglomérations. Quant au projet d'équipement des foyers de détecteurs de monoxyde de carbone (CO), Sonelgaz-distribution a indiqué dans un communiqué que le nombre de détecteurs CO installés s'élevait à plus de 586.000, soit plus de 293.000 foyers depuis le lancement de l'opération le 5 décembre 2023 jusqu'à fin juin dernier, précisant que l'opération se poursuit avec l'installation de deux appareils dans chaque foyer. Concernant le projet des stations de recharge pour véhicules électriques, 22 stations ont été réalisées dans 19 sites, tandis que cinq (5) autres sont en cours de réalisation, selon la même source, ajoutant que la société compte réaliser 91 stations en 2024. Sonelgaz s'emploie, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à raccorder les exploitations agricoles et les zones d'activités,

note le communiqué. Rappelant les niveaux records de consommation d'électricité enregistrés durant les étés 2023 et 2024 suite aux vagues de chaleur, Sonelgaz a annoncé la mise en place, dans le cadre de ses plans proactifs, d'un programme pour renforcer le réseau notamment dans "les zones sensibles", afin d'éviter toute coupure d'électricité. A cet effet, et dans le but d'assurer la réparation rapide des pannes, les 12 districts électriques et 12 districts gaz relevant de la direction disposent d'équipes d'intervention travaillant en rotation. Pour se rapprocher davantage de ses usagers, "Sonelgaz-Distribution -région de distribution d'Alger a procédé à l'inauguration d'agences commerciales, en vue d'améliorer la qualité des services fournis aux citoyens et d'écouter leurs préoccupations, telles que l'agence de Djenane Sfari, de Sidi Abdellah 2 et celle de Bir Mourad Raïs", ajoute la même source. Elle dispose actuellement de 40 agences commerciales, de 5 points d'accueil, outre 8 centres de distribution. En tant qu'entreprise citoyenne, Sonelgaz "œuvre sans cesse à assurer la continuité et la qualité des services fournis à ses clients, d'autant qu'elle célèbre cette année le 55e anniversaire de sa création, sous le slogan "55 ans de réalisations", lit-on dans le communiqué.

LA BAISSSE DE LA FÉCONDITÉ EN AFRIQUE EST PLUS LENTE QUE PRÉVU

En 2100, un terrien sur trois sera africain

La population du continent africain s'accroît rapidement. Estimée à 140 millions en 1900, elle atteignait un milliard d'habitants en 2010. Elle en comptera 2,5 en 2050 et plus de 4 en 2100, selon le scénario moyen des projections des Nations unies.

Par Gilles Pison(*)

Un humain sur 6 habite aujourd'hui en Afrique. En 2050, ce sera 1 sur 4, et plus d'1 sur 3 en 2100, selon ces mêmes projections. À quoi tient cette forte croissance? Se poursuivra-t-elle? Le quadruplement d'ici la fin du siècle est-il inévitable?

Les raisons de la croissance

Si la population de l'Afrique augmente, c'est en raison de l'excédent des naissances sur les décès (quatre fois plus de naissances que de décès). La mortalité a beau y être la plus élevée du monde, elle y a diminué, comme elle l'avait fait auparavant dans les autres continents. La fécondité y a également diminué, les femmes y mettant au monde 4,5 enfants en moyenne chacune en 2017, contre plus de 6,5 il y a quarante ans et 5,5 il y a vingt ans. L'Afrique connaît là aussi une évolution ayant déjà eu lieu dans les autres continents, où elle y est plus avancée: 2,1 enfants seulement par femme en Asie en 2017, 2,0 en Amérique latine, 1,9 en Amérique du Nord et 1,6 en Europe. Cette moindre mortalité qu'autrefois et cette fécondité encore relativement élevée expliquent que la population de l'Afrique s'accroisse rapidement. Même si la fécondité continue de diminuer, comme le suppose le scénario moyen des Nations unies, il ne va pas en résulter tout de suite une diminution sensible du taux de croissance et encore moins un arrêt de celle-ci, en raison de l'inertie démographique. À supposer que la fécondité africaine tombe dès maintenant à 1,6 enfant par femme comme en Europe ou en Chine – scénario hautement improbable –, la population continuerait pourtant d'augmenter pendant encore quelques décennies pour atteindre près de 1,6 milliard en 2050. La population de l'Afrique comprend en effet beaucoup de jeunes adultes en âge d'avoir des enfants; même si chacun en avait peu, il en résulterait un nombre élevé de naissances.

L'évolution de la fécondité : plusieurs surprises récentes

Les projections de population publiées par les Nations unies en 1981 annonçaient 10,5 milliards d'êtres humains sur la planète en 2100 dans leur scénario moyen. Les dernières projections publiées en juin 2017 en annoncent 11,2, soit 0,7 de plus. Le total est donc un peu plus élevé mais le véritable changement se trouve dans la répartition par continent: l'Asie, 5,9 milliards d'habitants en 2100 d'après la projection publiée en 1981, n'en a plus que 4,8 à cet horizon dans celle publiée en 2017. La révision est également à la baisse pour l'Amérique latine : 712 millions en 2100 au lieu de 1 187 (40 % de moins). À l'inverse, l'Afrique, 2,2 milliards d'habitants en 2100 d'après les projections de 1981, en a le double, 4,4 milliards, dans celles publiées en 2017. Première surprise: les enquêtes révèlent il y a 30 à 40 ans que la fécondité a com-



mencé à baisser très rapidement dans beaucoup de pays d'Asie et d'Amérique latine. Les Nations unies ont donc revu sensiblement à la baisse leurs projections démographiques pour ces continents. Autre surprise, plus récente, venue de l'Afrique intertropicale: on s'attendait à ce que sa fécondité baisse plus tardivement qu'en Asie et en Amérique latine, du fait de son retard en matière de développement socio-économique, mais on imaginait un simple décalage dans le temps, avec un rythme de baisse similaire aux autres régions du Sud une fois qu'elle serait engagée. C'est bien ce qui s'est passé en Afrique du Nord et en Afrique australe, mais pas en Afrique intertropicale où la baisse de la fécondité, bien qu'entamée aujourd'hui, s'y effectue plus lentement. D'où un relèvement des projections pour l'Afrique qui pourrait donc rassembler plus d'un habitant de la planète sur trois en 2100.

Ce qui se passe en Afrique intertropicale

La fécondité diminue bien en Afrique intertropicale mais dans les milieux instruits et en villes plus que dans les campagnes, où vit encore la majorité de la population. Plusieurs facteurs pourraient expliquer que la baisse de la fécondité y soit pour l'instant plus lente que celle observée il y a quelques décennies en Asie et en Amérique latine. L'Afrique se développe sur le plan économique, mais lentement, et sans encore avoir atteint le niveau des pays asiatiques ou latino-américains à l'époque où leur fécondité a commencé à diminuer fortement. Or le développement économique et la baisse de la fécondité vont souvent de pair, la seconde étant souvent considérée comme une conséquence du premier. L'instruction des femmes est un facteur clé dans ce processus : celles ayant été à l'école mettent moins d'enfants au monde que celles qui n'y sont pas allées. Les pays asiatiques et latino-américains ont beaucoup investi dans l'éducation pour tous il y a quelques décennies. Si l'éducation progresse en Afrique intertropicale, notamment chez les femmes, elle n'atteint tou-

jours pas les niveaux observés en Asie et en Amérique latine lorsque la baisse de la fécondité s'est enclenchée dans ces continents. Un autre facteur évoqué pour expliquer cette moindre baisse de la fécondité en Afrique est le partage des coûts pour élever les enfants. En Afrique, une partie des enfants est élevée par d'autres adultes que les parents – un grand parent, un oncle, une tante – ceux-ci prenant en charge les frais pour les nourrir, les habiller et les envoyer à l'école. Partout dans le monde, les humains font progressivement le choix d'avoir peu d'enfants, investissant sur chacun d'eux pour leur assurer une vie longue et de qualité, ce qui n'est pas possible quand il y en a beaucoup. Mais si avoir un enfant de plus n'entraîne pas de dépenses accrues du fait qu'il sera pris en charge par d'autres, l'incitation à avoir peu d'enfants reste moindre.

Des élites peu engagées dans la limitation des naissances

La fécondité baisse plus lentement en Afrique qu'en Asie et en Amérique latine il y a quelques décennies ; et cela ne vient pas d'un refus de la contraception chez les Africains. La plupart des familles rurales ne se sont certes pas encore converties au modèle à deux enfants, mais elles souhaitent avoir moins d'enfants et notamment plus espacés. Elles sont prêtes pour cela à utiliser la contraception mais ne bénéficient pas de services adaptés pour y arriver. Les programmes nationaux de limitation des naissances existent mais sont peu efficaces, manquent de moyens, et surtout souffrent d'un manque de motivation de leurs responsables et des personnels chargés de les mettre en œuvre sur le terrain. Parmi les rares exceptions, le Rwanda, l'Éthiopie, et le Malawi, pays où les autorités sont très engagées en faveur de la famille de petite taille et ont fait de la diminution de la fécondité une de leurs priorités. Au Rwanda, celle-ci a connu l'une des plus fortes baisses du continent, y diminuant de plus de 20 % en une décennie (elle est passée de 5,4 enfants par femme

au début des années 2000 à 4,2 au début des années 2010). Mais dans la plupart des autres pays d'Afrique intertropicale, les responsables et les élites ne sont pas persuadés de l'intérêt de limiter les naissances y compris au plus haut niveau de l'État, même si ce n'est pas le discours officiel tenu aux organisations internationales. C'est là encore l'une des différences avec l'Asie et l'Amérique latine des années 1960 et 1970.

La question du «dividende démographique»

Pour convaincre les gouvernements africains de faire de la limitation des naissances une de leurs priorités, les organisations internationales leur font miroiter un « dividende démographique ». En effet, quand la fécondité chute rapidement dans un pays, la part des jeunes diminue fortement sans que la part des personnes âgées n'augmente sensiblement au début. En conséquence, la part de la population d'âge actif augmente beaucoup, offrant une opportunité au pays de se développer économiquement. Cette situation favorable ne dure qu'un moment. Quelques décennies après, les personnes d'âge actif très nombreuses ont vieilli et augmentent alors considérablement le poids de la population âgée. On estime qu'un certain nombre de pays asiatiques, dont la Chine, ont bénéficié de ce dividende et qu'il a pu représenter jusqu'à 10 à 30 % de leur croissance économique. En revanche, les pays d'Amérique latine n'en auraient pas bénéficié pour la plupart, faute d'emplois créés en quantité suffisante pour occuper le surcroît de personnes d'âge actif. Mais si l'Asie et l'Amérique latine se sont engagées dans la famille de petite taille, ce n'est pas en espérant bénéficier d'un dividende démographique –on n'en parlait pas à l'époque. Les gouvernements ont développé des politiques de limitation des naissances pour réduire la croissance de la population jugée trop rapide pour un bon développement du pays. Dans le cas de l'Afrique, les conditions pour qu'un dividende démographique ait lieu ne sont pas réunies : la fécondité baisse à un rythme trop lent ; et à supposer qu'elle se mette à baisser rapidement, les perspectives de croissance des emplois sont modestes et ne permettront sans doute pas d'absorber la main d'œuvre supplémentaire. Au cas peu probable où il y aurait un dividende démographique, celui-ci n'est qu'une perspective lointaine, dans quelques décennies. L'Afrique n'échappera pas à une multiplication par deux de sa population d'ici 2050 en raison de l'inertie démographique que nul ne peut empêcher. Selon son développement économique dans les prochaines années, la progression de l'instruction chez les femmes et les politiques en faveur de la famille de petite taille, en 2100, elle sera trois, quatre, cinq, ou six fois plus nombreuse qu'aujourd'hui.

(*) Professeur au Muséum national d'histoire naturelle et chercheur associé à l'INED, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités
Source: Slate Afrique

ARABIE SAOUDITE
Baisse de 3% du bénéfice d'Aramco au deuxième trimestre

Le géant pétrolier saoudien Aramco a annoncé mardi un bénéfice net de 29,07 milliards de dollars au deuxième trimestre, en légère baisse par rapport à la même période de l'année dernière, la production étant restée faible. La baisse de 3,4% du bénéfice "reflète principalement l'impact de la baisse des volumes de pétrole brut vendus et de l'affaiblissement des marges de raffinage", a déclaré la société dans un communiqué publié à la Bourse saoudienne. L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut, produit actuellement environ neuf millions de barils par jour (mbj), bien en deçà de sa capacité de 12 mbj. La production s'est élevée en moyenne à 8,8 mbj en juin, a indiqué la semaine dernière la société de consultants Jadwa Investment, basée à Ryad. Ce chiffre relativement bas reflète des réductions remontant à octobre 2022, lorsque le bloc des producteurs de pétrole Opep+, que Ryad codirige avec Moscou, a annoncé qu'il réduirait sa production de deux mbj pour faire remonter les prix. En avril 2023, plusieurs membres de l'Opep+ ont annoncé qu'ils réduiraient encore leur production de plus d'un mbj, et en juin 2023, Ryad a annoncé une réduction volontaire supplémentaire d'un mbj. "La production restera à des niveaux similaires au moins jusqu'en octobre", date à laquelle un accord de l'Opep+ annoncé en juin 2024 permettra "des augmentations mensuelles progressives", a précisé Jadwa. Aramco est le joyau de l'économie saoudienne et la principale source de revenus du programme de réformes Vision 2030 du prince héritier Mohammed ben Salmane, qui vise à préparer le royaume à l'après-pétrole. La participation du gouvernement dans Aramco, l'une des plus grandes entreprises au monde en termes de capitalisation boursière, est d'environ 81,5%.

APRÈS UNE HAUSSE DE 8 % AU PREMIER SEMESTRE
L'aéroport DXB de Dubaï enregistre une année record en termes de passagers

L'aéroport principal de Dubaï est en passe d'accueillir un nombre record de passagers cette année, après une augmentation de 8 % en glissement annuel au cours des six premiers mois, a déclaré l'opérateur Dubai Airports.

L'aéroport international de Dubaï (DXB), l'aéroport le plus fréquenté au monde pour le trafic international, a accueilli 44,9 millions de passagers au cours du premier semestre de l'année, a déclaré Dubai Airports, notant une forte demande de la part de marchés clés tels que l'Inde et la résurgence de la Chine. Le trafic en provenance de Chine, durement touché par les restrictions pendant la pandémie de COVID-19, a dépassé le million de passagers, en hausse de 80 % en glissement annuel et représentant 90 % des niveaux de 2019. "Nous avons des perspectives très optimistes pour le reste de l'année, et nous sommes en passe de battre des records avec 91,8 millions d'invités annuels prévus

pour 2024", a déclaré le PDG Paul Griffiths dans un communiqué. En mai, Griffiths prévoyait 91 millions de passagers pour l'année, dépassant le précédent record annuel de l'aéroport de 89,1 millions en 2018. Dubaï est une plaque tournante majeure du tourisme et du commerce au Moyen-Orient, attirant un nombre record de 17,15 millions de visiteurs internationaux avec nuitées en 2023. Des milliers d'étrangers ont afflué dans la ville, attirés par des dépenses massives en infrastructures, des politiques généreuses en matière d'impôt sur le revenu et une approche ouverte à l'immigration. En avril, le dirigeant de Dubaï, Sheikh Mohammed bin Rashid al-Maktoum, a

approuvé la construction d'un nouveau terminal pour passagers à l'aéroport international Al Maktoum, d'une valeur de 128 milliards de dirhams (35 milliards de dollars). L'aéroport international Al Maktoum sera le plus grand du monde, avec une capacité de 260 millions de passagers, et cinq fois plus grand que DXB, a déclaré le cheikh à l'époque, ajoutant que toutes les opérations de l'aéroport de Dubaï seraient transférées à Al Maktoum dans les années à venir. DXB dessert 269 destinations dans 106 pays. Après l'Inde, l'Arabie saoudite, la Grande-Bretagne et le Pakistan sont les trois premiers pays en termes de nombre de passagers, selon Dubai Airports.

TUNISIE
«L'émigration des ingénieurs tunisiens double tous les dix ans»

«Depuis la révolution, en moyenne 3.000 ingénieurs quittaient annuellement le pays», assure Kamel Sahnoun, président de l'Ordre des ingénieurs tunisiens (OIT), lors d'une intervention radiophonique. Il ajoute que «l'émigration des ingénieurs tunisiens double tous les dix ans». À ce rythme-là, dans dix ans, environ 12.000 ingénieurs auront quitté la Tunisie. Il rappelle que, selon les derniers chiffres disponibles, «le nombre d'ingénieurs émigrants était de 972 par an, au début des années 2000. Dix ans après, ce chiffre est passé à 1.936 ingénieurs par an, et entre 2013 et 2014, il a atteint 3.000 ingénieurs. En 2022, près de 6.500 ingénieurs ont quitté la Tunisie. Sahnoun met l'accent sur la gra-

tivité de cette situation qui revient essentiellement à la faible rémunération et les mauvaises conditions de travail. «La profession avait mené plusieurs actions de 2018 à 2021 pour améliorer la condition des ingénieurs, mais sans succès», fait-il savoir. Et de poursuivre : «Le coût de la formation d'un ingénieur est de 100.000 dinars par an, sans compter les années d'école primaire, secondaire, les frais de santé et les déplacements. Compte tenu du nombre d'ingénieurs ayant émigré, qui est de 6.500, cela représente une perte de 650 millions de dinars par an». Afin de réduire de fléau, Sahnoun propose d'augmenter les salaires, d'abandonner la mentalité bureaucratique qui freine les ingénieurs et entrave la création de leurs start-

up, et de faire en sorte que la formation des ingénieurs soit en phase avec les évolutions technologiques. «Il faut absolument améliorer le climat d'investissement, car les ingénieurs créent de la richesse et doivent pouvoir le faire dans un environnement d'investissement favorable. Le modèle de développement en Tunisie, qui repose sur une économie de rente, est également à revoir». «China National Building Material Group»: Acquisitions d'installations de ciment tunisiennes D'après le site «Yicai Global», un groupe d'entreprises du «China National Building Material Group» (Cnbn) a l'intention de dépenser jusqu'à 145 millions de dollars pour acheter des installations de production de ciment tunisiennes ap-

partenant à une unité espagnole de «Votorantim Cimentos», la plus grande entreprise de ciment au Brésil. «Cnbn» et ses deux unités cotées en Bourse, «Tianshan Material» et «Sinoma International Engineering», ont convenu avec «Votorantim Cimentos EAA Inversiones» d'acheter la totalité du capital de la société «Les Ciments de Jbel Oust», plus connue sous le nom de «CJO», et sa filiale «Granulats Jbel Oust», plus connue sous le nom de «GJO», via un véhicule à usage spécial nouvellement créé et enregistré aux Émirats arabes unis, ont récemment annoncé les acheteurs dans des déclarations séparées sans divulguer l'ajout prévu de capacité de production annuelle.

L'AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE DE MAURITANIE
Un modèle vivant dans la stabilisation des populations dans leurs terroirs

Les opérations de reboisement se poursuivent avec succès sur l'ensemble du territoire national, et ce dans le cadre de la semaine nationale de l'arbre, organisée cette année sous le thème de "un mauritanien, un arbre". Le lancement de ces manifestations, dans la moughataa de Wad Naga (Trarza), a été marqué par une présence remarquée des partenaires de l'Agence nationale de la grande muraille verte, à leur tête l'équipe chinoise qui a présenté un exposé pilote, premier de son genre en Mauritanie, représenté par un périmètre pilote équipé de moyens d'irrigation et disposant de techniques de maîtrise à distance. Le périmètre situé dans la localité de Bir El Barka (Wilaya du Trarza), premier de son genre du point de vue superficie cultivée

et activités menées comporte des activités génératrices de revenus, économiques et environnementales. Le lancement de la manifestation a été aussi marqué par des exposés techniques nouveaux présentés par un partenaire chinois destinés à améliorer et à traiter les semences d'arbres locaux destinés à l'ensemencement aérien. Dans une déclaration à l'AMI pour la circonstance, M. Abderrahmane Ould Salem, chef du département local à l'Agence nationale de la Grande muraille verte, a ndiqué, dimanche, que l'Agence Nationale de la grande muraille verte a connu un bond qualitatif au cours de l'époque actuelle marquée par l'intérêt qui lui est accordé par les partenaires techniques et financiers, du fait de la rigueur, du dévouement

et du sérieux dont font preuve ses responsables mais aussi du fait du respect des engagements pris vis-à-vis des partenaires qu'ils soient internatioaux ou régionaux. Il a précisé qu'elle a connue aussi des projets ambitieux à grande incidence sur l'environnement ainsi que sur le développement économique et social au profit des populations tout au long du parcours de l'Agence qui passe par 6 wilayas du pays: le Trarza, le Brakna, le Tagant, l'Assaba et les deux Hodhs pour une distance de 1200 kilomètres. Il a souligné que l'intervention de l'Agence porte sur 16 moughataas du pays, 46 communes et plus de 1200 collectivités locales peuplées de 700 000 personnes. Il a, en outre, noté que les interventions dans les zones ciblées seront renforcées

grâce à l'adoption d'une stratégie globale, exécutée en collaboration avec les partenaires techniques et financiers, conformément à la volonté exprimée par les responsables de l'Agence. Il a ajouté que l'Agence lancera une vaste campagne de reboisement au cours de la saison des pluies actuelle qui portera sur les localités du parcours, grâce aux pépinières qu'elle a préparées dans les wilayas du Brakna, du Trarza, et de l'Assaba et de l'ensemencement direct dans les différentes zones du parcours. Il a précisé que trois drones seront utilisés dans l'ensemencement direct pour la première fois: un drone appartenant à l'Agence, un autre d'appartenance commune avec les chinois et un troisième en partenariat avec le PNUD.

EVALUATION CPIA 2023

Le Rwanda, le Bénin et le Cap-Vert en tête

En 2023, certains pays subsahariens ont montré des signes de progrès dans l'évaluation de leurs politiques et institutions. Cela est notamment dû aux réformes, selon la Banque mondiale.

Le dernier rapport de la Banque mondiale place le Rwanda, le Bénin et le Cap-Vert en tête des pays d'Afrique subsaharienne pour la qualité de leurs politiques et institutions nationales en 2023. Ces résultats proviennent de l'Evaluation des politiques et des institutions nationales, Country Policy and Institutional Assessment (CPIA), qui concerne les pays éligibles à l'assistance de l'Association internationale de développement (IDA). La CPIA utilise une échelle de 1 à 6 pour mesurer l'efficacité des politiques et institutions des pays en matière de réduction de la pauvreté, de croissance durable et de gestion de l'aide au développement. Le Rwanda a obtenu le score le plus élevé de la région avec 4,1 suivi du Bénin et du Cap-Vert, chacun affichant un score de 3,9.

Le rapport révèle également que les scores globaux ont augmenté pour 11 pays en 2023 contre 12 en 2022. Parmi ces pays, 10 ont vu leur score augmenter de 0,1 point. Il s'agit du Bénin, du Burundi, des Comores, de la Côte d'Ivoire, de la République démocratique du Congo, de la Guinée-Bissau, du Congo, du Soudan du Sud, de la Somalie et du Togo. La Mauritanie quant à elle, a enregistré une hausse de 0,2 point. Par contre, cinq pays dont le Burkina Faso et l'Ethiopie ont vu leur score diminuer de 0,1 point, tandis que celui du Soudan a baissé de 0,2 point. Malgré ces variations, la moyenne globale des scores CPIA pour l'Afrique subsaharienne est restée stable à 3,1, égalant les deux précédentes années. Cette stabilité s'explique par des réformes de politique sociale, une amélioration crédible de la poli-

tique budgétaire et des dispositions institutionnelles favorisant la stabilité économique. L'Afrique subsaharienne continue de connaître des défis majeurs en matière de gouvernance, d'instabilité politique, de dépendance économique et de pauvreté. Sur le plan sécuritaire, les conflits armés, le terrorisme, l'insécurité alimentaire et les déplacements de populations demeurent des problèmes critiques, menaçant la stabilité économique de nombreux pays. Pour Andrew Dabalen, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique, « La CPIA offre une opportunité d'identifier les domaines de faiblesse relative et d'engager un dialogue autour de réformes politiques qui peuvent produire de meilleurs résultats en matière de développement ».

KENYA

Baisse du taux directeur de 13 à 12,75%

La Banque centrale du Kenya a abaissé mardi son taux directeur, une première depuis plus de quatre ans dans le pays d'Afrique de l'Est, passant de 13 à 12,75%. L'institution s'est félicitée dans un communiqué du recul de l'inflation, tombée à 4,3% en juillet sur un an, contre 4,6% en juin, ainsi

qu'un taux de change "stable" de la monnaie locale, le shilling, face au dollar. Grâce à ces indicateurs, le comité monétaire "a décidé d'abaisser le taux de la Banque centrale à 12,75%". L'institution avait augmenté son taux d'intérêt directeur en février, à 13%. Selon le site internet de la

Banque centrale du Kenya, la dernière baisse de taux remonte à avril 2020. Le Kenya devrait connaître une croissance de son PIB de 5,4% en 2024, en légère baisse par rapport à l'année dernière (5,6%), selon l'institution, évoquant toutefois une économie "résiliente" malgré les difficultés du secteur

industriel. Le Kenya est la locomotive économique de l'Afrique de l'Est, notamment soutenue par son secteur agricole et par l'industrie touristique. Mais le pays est confronté à une importante dette, estimée à 10.000 milliards de shillings (71 milliards d'euros), environ 70% du PIB.

NIGÉRIA

Le prélèvement d'impôts sur des superprofits de banques divise

Une annonce de l'association des dirigeants de banque est attendue sur le sujet le 12 Août. Mais déjà les positions favorables de Tony Elumelu et de Femi Otedola, des figures influentes du secteur bancaire, ne font pas consensus. Les dirigeants bancaires nigériens sont partagés face à une nouvelle taxe de 50% (70% selon des informations plus récentes) sur les superprofits réalisés à travers les gains de change de devise, adoptée par le parlement le 23 juillet 2024. Cette mesure, qui est soutenue par certaines figures influentes du secteur, divise l'industrie financière du pays le plus peuplé d'Afrique. Selon des médias locaux Tony Elumelu (photo), président de United Bank for Africa (UBA), a déclaré à sa sortie d'une rencontre avec le président Bola Tinubu: « Nous soutenons le gouvernement » concernant cette taxe. Femi Otedola, président de FBN Holding, a pour sa part, critiqué « la culture de l'ostentation » de certains PDG de banques, estimant ainsi que la mesure se justifiait. « Une tendance préoccupante a émergé où certains PDG de banques privilégient le gain personnel au détriment de leur devoir envers les actionnaires et les clients », a déclaré M. Otedola selon

des propos rapportés par des médias locaux. « Les valeurs fondamentales de la banque — la confiance, l'intégrité et le service — doivent être respectées. Je suis particulièrement critique à l'égard de la culture de l'ostentation, notamment la possession et l'exploitation de jets privés » Cependant, l'association des dirigeants de banques nigérianes reste prudente, promettant une communication officielle après son assemblée générale du 12 août. Son président qui est aussi le PDG de First City Monument Bank Group a déjà exprimé ses réserves, expliquant que seulement 10% des gains de change rapportés sont réellement réalisés. Une révélation qui soulève des questions sur la transparence des rapports financiers présentés aux investisseurs. Les banques soulignent plusieurs risques. Il y a tout d'abord l'impact sur la trésorerie. On a déjà appris que les gains comptables ne se traduisent pas nécessairement par des avoirs liquides. Il y a ensuite le risque de crédit. Les débiteurs dépendant des importations pourraient avoir du mal à rembourser leurs prêts en raison d'une augmentation de leurs charges. Il y a enfin de nouvelles exigences en capital. La mesure intervient alors que la Banque centrale demande

déjà une augmentation des fonds propres. Certains ont aussi critiqué un « deux poids, deux mesures » par rapport au secteur pétrolier, qui a bénéficié de superprofits sans taxation supplémentaire. Les autorités justifient cette différence par l'origine de la dévaluation du naira qui est le fait d'une politique locale, contrairement aux fluctuations du pétrole qui dépendent de la conjoncture internationale. La mise en œuvre de cette taxe et ses potentielles compensations pour les entreprises affectées par la dévaluation restent incertaines. Mais un des principaux enjeux à surveiller est que cette mesure pourrait redéfinir l'équilibre entre contribution fiscale et stabilité du secteur bancaire nigérian. Cela pourrait affecter la capacité future des banques à poursuivre leur expansion africaine, alors que le départ des banques occidentales continue de créer un vide à compenser. Aussi, on a noté un regain d'intérêt des investisseurs étrangers pour le secteur bancaire, car celui-ci offrait des opportunités de rendement intéressantes au regard de la croissance des marges. Au premier trimestre le secteur avait reçu jusqu'à 2 milliards \$. L'évolution des choses est à suivre.

NIGERIA

Le régulateur exige la transparence des tarifs télécoms

Les Nigériens se plaignent régulièrement de l'épuisement rapide de leurs données Internet et accusent les opérateurs de les « voler ». Pour éviter ces malentendus, le régulateur des télécoms veut améliorer le niveau d'information des consommateurs. La Nigerian Communications Commission (NCC) a ordonné aux opérateurs télécoms de simplifier leurs plans tarifaires, leurs offres promotionnelles. La directive a été dévoilée le lundi 5 août. Elle vise à fournir des informations claires, faciles à comprendre et précises aux abonnés afin de faciliter leurs prises de décisions. La directive oblige les opérateurs de réseau mobile à publier un tableau complet montrant les caractéristiques de leurs différentes offres. Il s'agit notamment de détails sur les options supplémentaires, les prix, la manière dont les abonnés peuvent s'inscrire ou se désinscrire, les conditions de renouvellement, la période de validité, le prix par seconde pour les appels sur ou hors réseau et internationaux, les vitesses de données attendues, les politiques de report... Selon la NCC, cette directive est le résultat de consultations avec les parties prenantes de l'industrie. Le régulateur a récemment demandé aux entreprises de télécommunications de réaliser un audit complet de leurs systèmes de facturation. Il a également organisé une série de sessions de discussion en groupe de réflexion avec les consommateurs pour vérifier leur connaissance des tarifs et recueillir des recommandations pour un meilleur système tarifaire. La mesure intervient dans un contexte de mécontentement des abonnés télécoms. Ils reprochent, entre autres, aux opérateurs de « voler » leurs données de navigation qui s'épuisent rapidement. Bien qu'elle juge les sociétés télécoms non coupables, la NCC est convaincue que la transparence devrait permettre de résoudre le problème et de protéger les abonnés.

MILAN EST LA MEILLEURE PLACE BOURSIÈRE D'EUROPE

BPER tire la hausse vers le haut

Milan a clôturé en hausse lundi, s'approchant du niveau de 33 800, le plus haut depuis presque deux semaines, et surpassant les autres marchés boursiers européens, avec les valeurs bancaires en tête.

Parmi les données macroéconomiques limitées de la journée, le climat des affaires allemand est resté négatif en mai, mais les attentes pour l'avenir se sont légèrement améliorées, a rapporté l'institut ifo lundi. L'indice ifo du climat des affaires s'est établi à 89,3 points en mai, en dessous de la référence de 100 établie en 2015. Ainsi, le FTSE Mib a clôturé en hausse de 1,6 pour cent à 33 834,91, le Mid-Cap a progressé de 1,4 pour cent à 47 839,95, le Small-Cap a clôturé en hausse de 1,0 pour cent à 29 134,30, tandis que l'Italie Growth a augmenté de 0,4 pour cent à 8 135,46. En Europe, le FTSE 100 de Londres a clôturé dans le vert de 0,8 %, le DAX 40 de Francfort a augmenté de 1,0 %, tandis que le CAC 40 de Paris a progressé de 1,1 %. Sur le Mib, le secteur bancaire a été dynamique, comme mentionné, avec BPER Banca émergeant comme la meilleure

performance, en hausse de 5,0% après une ligne rouge de 1,2% dans la session précédente. La Banca Monte dei Paschi di Siena s'est également montrée solide, clôturant en hausse de 4,0%, après la perte de vendredi soir. Le titre était précédemment sorti d'une mini-tendance haussière de quatre séances. UniCredit - en hausse de 3,9 pour cent - a déclaré avoir finalisé les conditions d'exécution de la troisième et dernière tranche du plan de rachat de 1,5 milliard d'euros en 2023 pour 155,1 millions d'actions. La troisième tranche est la dernière partie du montant restant du paiement total pour l'exercice 2023 de 3,1 milliards d'euros. Banca Popolare di Sondrio et Banco BPM se situent également dans le haut de la fourchette, avec respectivement 4,0 % et 2,2 %. Parmi les valeurs baissières, Hera a cédé 0,6%, se retournant à la baisse après deux

séances de hausse. Sur le segment des cadets, Fincantieri a fait mieux que tout le monde et a grimpé de 23%, avant d'entrer dans une vente aux enchères de volatilité. La société et Viking ont annoncé vendredi qu'ils avaient signé des contrats pour la construction de deux navires de croisière. Les navires seront basés sur les caractéristiques des navires

précédents déjà construits par Fincantieri pour cet armateur et seront livrés entre 2028 et 2029. La valeur de la transaction a été décrite comme "importante". Force également sur Banca Ifis, dans le vert de 5,2%, après le rouge de 1,3% de la session précédente. Le titre avait précédemment connu quatre séances de hausse.

WALL STREET REBONDIT

Uber s'envole

Les marchés américains ont rebondi, mais ils ont clôturé nettement sous leurs plus hauts du jour. Les inquiétudes à propos d'une possible récession - qui hantent les marchés depuis la fin de semaine dernière - sont restées prégnantes. Du côté des valeurs, les publications de Caterpillar, Palantir et d'Uber ont été bien accueillies. Le Dow Jones a gagné 0,76% à 38997,66 points tandis que le Nasdaq Composite a progressé de 1,03% à 16366,85 points. Dans le même temps, le rendement du 10 ans américain a progressé après avoir nettement reculé depuis la fin de la semaine dernière. Uber (+10,93% à 64,87 euros) a terminé à la deuxième place de l'indice S&P 500, galvanisé

par une progression plus importante que prévu de ses profits au deuxième trimestre. Le géant américain de la réservation de voiture avec chauffeurs (VTC) et de la livraison de repas à domicile a bénéficié de la nette amélioration des résultats de cette dernière activité. Elle a vu son Ebitda ajusté s'envoler de 79% à 588 millions de dollars. La rentabilité de la livraison de repas à domicile a été soutenue par la progression des volumes. Les Etats-Unis ont enregistré un déficit commercial de 73,10 milliards de dollars en juin après un déficit de 75 milliards de dollars en mai. Le consensus s'élevait à 72,50 milliards de dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Août 2024 Valeur : 09 Août 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5639	134.5789
1	EUR	EURO		146.9841	147.0274
1	GBP	POUND STERLING		171.0486	171.0676
100	JPY	JAPANESE YEN		91.7398	91.7625
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7316	18.7350
1	CHF	SWISS FRANC		157.1090	157.1449
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.8006	97.8187
1	DKK	DANISH KRONE		19.7007	19.7038
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8879	12.8919
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4183	12.4227
1	AED	UAE DIRHAM		36.6340	36.6420
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8407	35.8485
1	KWD	KUWAITI DINAR		439.8951	440.0880
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.3273	43.7627
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6717	13.6732
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4901	27.6309
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3888	3.3993
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.6629	179.6629

UE

L'Europe profite de l'apaisement des craintes sur le yen et les Etats-Unis

Les principales Bourses européennes sont dans le vert mercredi en matinée dans un contexte de dépréciation du yen après une intervention de la Banque du Japon (BoJ) et d'apaisement des craintes sur l'économie américaine après des propos rassurants de plusieurs membres de la Réserve fédérale (Fed). À Paris, le CAC 40 prend 0,85% à 7.187 points vers 07h45 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,76% et à Francfort, le Dax gagne 0,42%. L'indice Euro-

Stoxx 50 progresse de 0,72%, le FTSEurofirst 300 de 0,50%. Le Stoxx 600 , qui a trébuché lundi à un creux de six mois, prend mercredi 0,61%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,59% pour le Dow Jones , de 0,65% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,76% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance dans le vert. Plusieurs responsables de la banque centrale américaine, à l'image de Mary Daly ou encore Austan Goolsbee, ont rejeté l'idée que des données déce-

vantes sur l'emploi en juillet aux Etats-Unis indiquaient une récession à venir. Au Japon, où le brusque renchérissement du yen sur fond de remontée inattendue des taux de la Banque du Japon, a provoqué lundi le plus important krach dans l'archipel en une journée depuis 1987, le vice-gouverneur de la BoJ, Shinichi Uchida, a assuré que la banque centrale du pays n'augmenterait pas ses taux directeurs lorsque les marchés financiers sont instables. La monnaie japonaise a depuis re-

flué autour de 146 pour un dollar, contre 141,675 lundi. Mais elle est encore cependant bien loin des 161,96 atteint en juillet. Pour les analystes de JPMorgan, les ventes massives d'actions japonaises pourraient toutefois être pratiquement terminées et le dénouement des opérations de portage sur le yen pourrait être en voie d'achèvement. En Europe, les investisseurs surveilleront les déclarations des responsables de la Banque centrale européenne (BCE) comme Olli Rehn et Elizabeth

McCaul qui doivent s'exprimer dans la journée. En Bourse, le regain d'appétit pour le risque profite à pratiquement tous les grands secteurs du Stoxx 600 paneuropéen, notamment à la finance (+1,13%) et l'immobilier (+1,19%). De nombreuses publications d'entreprises animent par ailleurs les échanges, avec notamment Novo Nordisk , première capitalisation boursière d'Europe, qui chute de 6,01% après l'abaissement de sa prévision de croissance du résultat opérationnel pour cette année.

MARCHÉS À TERME

Ils attendent la hausse des marchés boursiers

Les principaux marchés boursiers européens devraient être en territoire positif lors d'une matinée macroéconomique, alors que les marchés boursiers japonais se redressent et que les nouvelles des États-Unis viennent sur le premier rassemblement de Kamala Harris et de son adjoint choisi, le gouverneur du Minnesota Tim Waltz. Ainsi, les contrats à terme IG donnent le FTSE Mib dans le vert de 0,5 pour cent ou en hausse de 170,0 points, après avoir clôturé en baisse de 0,6 pour cent à 31 107,13.

Le CAC 40 de Paris est attendu en hausse de 0,5 pour cent ou de 39,2 points, le DAX 40 de Francfort est donné en hausse de 0,5 pour cent ou de 82,3 points, le FTSE 100 de Londres est attendu en hausse de 0,9 pour cent ou de 70,1 points. Dans les nouvelles macroéconomiques, l'excédent commercial de l'Allemagne a chuté à 20,4 milliards d'euros en juin, par rapport à une révision à la hausse de 25,3 milliards d'euros, en dessous des prévisions de 23,5 milliards d'euros. Il s'agit de l'excédent commercial le plus bas depuis octobre dernier, en raison de la

baisse des exportations et de la hausse des importations. La production industrielle allemande a augmenté de 1,4 % d'un mois sur l'autre en juin, dépassant le consensus du marché d'une augmentation de 1,0 % et venant d'une baisse révisée de 3,1 % le mois précédent. Il s'agit de la quatrième augmentation en glissement annuel et du rythme le plus élevé depuis février, stimulée principalement par une production robuste dans l'industrie automobile de 7,5 % et dans la fabrication d'équipements électriques de

5,2 %, tandis que l'industrie alimentaire a chuté de 5,3 %. Au Royaume-Uni, l'indice des prix de l'immobilier de Halifax a augmenté de 2,3 % en glissement annuel en juillet, contre une hausse révisée de 1,9 % en juin, marquant ainsi la plus forte croissance annuelle depuis janvier. Par rapport au mois précédent, les prix de l'immobilier ont augmenté de 0,8 % après avoir stagné en juin, dépassant les prévisions du marché qui tablaient sur une augmentation de 0,3 %.

ETATS-UNIS

Statu quo sur les taux à la FED, qui s'inquiète désormais pour l'emploi

La banque centrale américaine (Fed) a maintenu mercredi ses taux dans la fourchette de 5,25 à 5,50% dans laquelle ils se trouvent depuis un an, une décision prise à l'unanimité.

Ce ne sont plus seulement les risques d'inflation qui préoccupent la Fed: celle-ci s'est dite mercredi "attentive" également aux risques de voir l'emploi se dégrader trop fort à cause du niveau de ses taux, qu'elle a maintenu inchangés à l'issue de sa réunion. La banque centrale américaine (Fed) a maintenu mercredi ses taux dans la fourchette de 5,25 à 5,50% dans laquelle ils se trouvent depuis un an, une décision prise à l'unanimité. Ils avaient été remontés à ce niveau, le plus élevé depuis 2001, afin de faire ralentir l'activité économique pour juguler la forte inflation qui, aux Etats-Unis comme ailleurs dans le monde, avait accompagné la reprise économique post-Covid. La réunion de la Réserve fédérale avait débuté mardi matin. "L'inflation a ralenti depuis un an mais reste quelque peu élevée", indique dans son communiqué la Fed, saluant les "progrès supplémentaires" réalisés vers l'objectif de 2% de hausse des prix sur un an, considéré comme sain pour l'économie. L'inflation a en effet repris sa trajectoire à la baisse, vers l'objectif de 2% annuels,



après un rebond début 2024. Elle est tombée en juin à 2,5% sur un an, selon l'indice PCE, la mesure préférée de la Fed.

Le chômage "reste bas"

Mais la banque centrale américaine, surtout, se préoccupe désormais des risques pesant sur l'emploi également, et non

plus seulement sur l'inflation. Le comité de politique monétaire de la Fed, le FOMC, "est attentif aux risques pesant sur les deux aspects de son mandat", à savoir des prix stables et le plein emploi, soulignent ses responsables dans le communiqué. Le précédent communiqué mentionnait les risques d'inflation uniquement. "Le taux de chômage a augmenté mais reste bas", a toutefois souligné le FOMC dans son communiqué. Le taux de chômage de juillet sera publié vendredi, et est attendu stable par rapport à juin, à 4,1%, avec des créations d'emplois moins nombreuses cependant. Si la Fed craint de commencer trop tôt à abaisser ses taux, ce qui risque de provoquer une nouvelle flambée de l'inflation, elle veille également à ne pas le faire trop tard, ce qui pourrait alors faire augmenter le chômage. L'institution "veut se prémunir d'un scénario où les licenciements commenceraient à augmenter, conduisant à un affaiblissement plus rapide du marché du travail", selon Nancy Vanden Houten, économiste pour Oxford Economics.

GRANDE BRETAGNE
Les travaillistes britanniques découvrent un «trou» de 22 milliards de livres sterling dans les finances publiques

Face à l'ampleur du déficit public, la chancelière de l'Echiquier, Rachel Reeves, a annoncé, lundi 29 juillet, des coupes budgétaires et des hausses d'impôts. A la City de Londres, on s'organise déjà pour y échapper. Le ton est grave, la colère qui bout juste sous la surface est évidente. « A mon arrivée au ministère des finances, il y a trois semaines, il est devenu apparent qu'il y avait des choses que je ne savais pas, des choses que le parti [précédemment] au pouvoir [le Parti conservateur] a couvertes », a déclaré la nouvelle chancelière de l'Echiquier, Rachel Reeves, devant la Chambre des communes. La travailliste évoque le « trou » de 22 milliards de livres sterling (26,1 milliards d'euros) qu'elle a découvert dans le budget de l'Etat, laissé par les tories, au pouvoir depuis 2010. Rien que dans le domaine de la prise en charge des demandeurs d'asile, les dépenses étaient de 6,4 milliards de livres de plus qu'attendu.

CANADA

L'excédent commercial passe à 423 millions d'euros en juin

Le Canada a affiché un excédent commercial surprise de 638 millions de dollars canadiens (423 millions d'euros) en juin grâce à une augmentation marquée des exportations de pétrole et de l'or, a annoncé mardi l'agence statistique du gouvernement. La balance commerciale du

Canada avait enregistré un troisième déficit consécutif en mai et les analystes prévoyaient à nouveau un déficit pour juin. Le résultat meilleur qu'attendu est le résultat d'une demande pour l'or qui a récemment augmenté face à l'incertitude politique et économique mondiale.

L'ouverture d'un nouvel oléoduc entre l'Alberta et la côte pacifique du Canada a également entraîné une augmentation des exportations de pétrole brut vers les pays asiatiques. L'or et le pétrole ont représenté les trois quarts de l'augmentation des exportations canadiennes en juin, qui ont

augmenté de 5,5 % pour atteindre 66,6 milliards de dollars canadiens. Cela représente la plus forte hausse en pourcentage depuis février, a précisé Statistique Canada dans un communiqué. Les importations ont augmenté de 1,9 % pour atteindre 66 milliards de dollars cana-

diens, avec un nombre record de voitures et de camions légers introduits dans le pays. Les échanges avec les Etats-Unis, le plus grand partenaire commercial du Canada, ont augmenté en juin pour un troisième mois consécutif pour atteindre 9,4 milliards de dollars canadiens.

FRET MARITIME

La demande et la crise en mer Rouge profitent aux armateurs de porte-conteneurs

Le français CMA CGM et le danois Maersk ont publié des résultats semestriels inespérés, grâce à des tarifs de fret très élevés. Vincent Clerc, directeur général de l'armateur danois AP Moller-Maersk, n'avait pas exclu, début 2024, que les attaques de navires marchands dans le golfe d'Aden et en mer Rouge par des rebelles houthis du Yémen durent des mois, voire toute l'année, sans s'avancer sur les gains ou les pertes entraînés par la crise. La suite des événements lui a donné raison sur le premier point ; et sur le second, ce sont les profits – même

inférieurs aux attentes des analystes – qui ont été au rendez-vous. La compagnie de Copenhague, numéro deux mondial du transport maritime par conteneurs, a annoncé, mercredi 7 août, un bénéfice net de 793 millions de dollars (726 millions d'euros) au deuxième trimestre, conséquent malgré un recul de 45 % par rapport à la même période de 2023. Un résultat meilleur qu'entre janvier et mars, où le groupe n'avait dégagé que 177 millions de dollars. Depuis mai, il n'avait cessé de revoir ses perspectives financières à la hausse face à la demande de transport.

Fin juillet, le français CMA CGM avait annoncé un bénéfice de 1,4 milliard de dollars au premier semestre, dont 661 millions entre avril et juin, pour un chiffre d'affaires stable à 29,4 milliards. Une « performance solide », tant dans le transport que la logistique, avait commenté son PDG, Rodolphe Saadé. Le résultat financier a été tiré vers le bas, selon le groupe basé à Marseille, par des investissements dans un hub portuaire aux Antilles, par le fonds de décarbonation et par la Fondation Kyutai en faveur de l'intelligence artificielle... soit un total de 350 millions de dollars.

Un optimisme prudent

Le cabinet britannique Drewry indique que le prix moyen d'un conteneur de 40 pieds (68 mètres cubes) s'élevait à 5 736 dollars le 1er août, loin des 1 761 dollars affichés un an plus tôt. Il frise même les 9 000 dollars sur certaines lignes, selon le cabinet Xeneta. Les armateurs répercutent la hausse des coûts de carburant, de main-d'œuvre et d'assurances liée aux tensions et au détournement des navires vers des eaux plus sûres.

Mercedes autorisé à tester des voitures totalement autonomes sur la route



En Chine, Mercedes est la première marque autorisée à tester sur route ouverte un système de conduite autonome de niveau 4. Mais seulement dans certaines circonstances.

Les voitures autonomes, vous ne les croiserez quasiment jamais sur nos routes. Il faut en effet un certain nombre de conditions pour qu'elles puissent circuler : un cadre légal, et des véhicules suffisamment évolués. La modification de la loi voulue par le gouvernement d'Emmanuel Macron en 2021 avait accouché d'un décret en juin 2021. Les véhicules automatisés sont ainsi autorisés à circuler sur les routes françaises dans des zones prédéfinies depuis septembre 2022. Mais encore faut-il qu'il y ait de tels véhicules sur le marché ! En dehors de marques comme BMW ou Mercedes, peu proposent des options permettant de déléguer la conduite. Mercedes le fait effectivement avec un niveau 3 sur son option Drive Pilot qui permet de ne plus tenir le volant seulement dans certaines situations. Une conduite semi-autonome autorisée en France mais aussi en Allemagne. Et une nouvelle étape vient d'être franchie, cette fois en Chine.

Mercedes passe le niveau 4

Si Mercedes était bloqué au niveau 3 en Allemagne, il va pouvoir tester le niveau suivant en Chine puisque son utilisation a été validée dans la région de Pékin. Concrètement, les Classe S vont pouvoir circuler sans que le conducteur n'ait à se soucier de la conduite, alors qu'il doit garder un oeil sur la route en niveau 3 pour reprendre le volant à tout moment.

Autrement dit : un niveau 4 permettrait presque de se passer de volant. Caméras, Lidar et radars travaillent de concert dans une version très améliorée du Drive Pilot proposé sur certains marchés européens. N'oublions pas que des mises à jour du Drive Pilot vont améliorer la vitesse maximale à laquelle il peut fonctionner, permettant notamment de déléguer totalement la conduite sur autoroute lorsque le trafic est dense.

Mercedes est la première marque internationale à bénéficier d'une autorisation de tests sur route ouverte en Chine pour sa conduite autonome, qui pourra être utilisée aussi bien dans certaines zones urbaines comme sur voie rapide. Au total, un peu plus de 900 km de route pourront être empruntées par les prototypes de Classe S autonomes utilisées par Mercedes.

Le rappel pour les airbags défectueux pourrait devenir monstrueux

L'autorité américaine de sécurité routière pourrait bien étendre les campagnes de rappel à de nombreuses marques. Au total, plusieurs dizaines de millions de voitures seraient concernées. A combien s'élèvera la facture et surtout qui sera tenu responsable, alors que les entreprises n'existent parfois même plus ? Les questions vont commencer à se poser notamment dans les cas où des accidents graves eurent lieu. Rien qu'aux Etats-Unis, les autorités ont recensé plusieurs cas d'accidents graves ayant même entraîné la mort. Et on n'arrête plus les rappels d'airbags qui se multiplient. Encore récemment, c'est Hyundai qui a lancé une campagne pour 50 000 véhicules à risque d'un déclenchement spontané de l'airbag pouvant gravement blesser le conducteur. Mais l'autorité de sécurité routière américaine, elle, va probablement élargir son enquête qui pourrait déboucher sur l'un des plus gros rappels de l'histoire de l'automobile derrière le rappel Takata estimé à 100 millions de véhicules.

51 millions de véhicules à reprendre ?

Le problème des airbags défectueux devient viral et mondial. Mais le phénomène américain n'a rien à voir avec les airbags Takata Stellantis qui se déclencheraient dans certaines conditions de température ou d'humidité. Deux fournisseurs sont visés par cette campagne géante : ARC Automotive et Delphi Automotive qui n'existe plus puisque la division avait été rachetée par une société suédoise. Au total, la NHTSA estime qu'il faudrait rappeler quelque 51 millions de véhicules rien qu'en Amérique du Nord. La quasi totalité des groupes automobiles sont touchés : GM, Volkswagen, Hyundai, et Stellantis. Et pour ne rien arranger à la situation, un rappel additionnel vient d'être émis par Hyundai pour un problème de faisceau électrique sur l'airbag du tout dernier Santa Fe qui pourrait ainsi se déclencher tout seul spontanément sans aucune raison.

MODÈLES À VENIR

Aehra nomme sa berline et son SUV électrique

La start-up italienne a révélé le nom de ses deux futurs modèles électriques hautes performances. La berline sera baptisée Estasi et le SUV sera nommé Impeto.



Estasi et Impeto, soit « Extase » et « Impétueux » en italien, deux appellations hautes en couleur pour deux modèles électriques conçus par une start-up italienne cofondée par un ancien chef du design de Lamborghini, Filippo Perini, qui a conçu l'Aventador. Peut-être faut-il y voir une raison du style « cabine avancée » des deux modèles.

Après avoir présenté le SUV en 2022 et la berline en 2023, Aehra leur donne donc un nom et nous en dit plus sur son calendrier. Actuellement la start-up cherche à récolter des fonds pour pouvoir lancer la production de ses deux modèles d'ici mi-2026 dans une nouvelle usine bâtie à Mosciano Sant'Angelo, dans la région italienne des Abruzzes (Italie). Ce site devrait permettre la création de 540 emplois qui s'ajouteraient aux 110 existants à Milan, au siège de la marque. Sur tout la production en Italie autorisera le petit drapeau vert-blanc-rouge sur le volant... contrairement à une certaine Fiat Topolino !

Aehra Estasy et Impeto, que sait-on déjà ?

Aehra ne communique pas encore beaucoup de spécifications de ses deux modèles électriques mais précise que le choix du site de production s'explique par sa proximité avec de nombreux fournisseurs spécialisés dans la fibre de carbone. En effet, tant la berline que le SUV seront basés sur une plateforme de type skateboard insérée dans une coque en carbone – l'objectif étant de réduire la masse au maximum – qui sera spécifique à chaque modèle. Aehra parle d'une puissance de l'ordre de 800 ch et d'un 0 à 100 km/h en moins de 2,9 s tout en annonçant une vitesse maximale de 257 km/h (pour les deux ou uniquement la berline Estasi ?). L'autonomie atteindrait 800 km selon la norme WLTP mais nous ignorons quel type de batterie sera utilisé ou la capacité de cette dernière. Tout juste sait-on qu'il sera possible de passer de 10 à 80 %



en 15 minutes. Ce qui suggère une architecture en 800 V.

Un design très aérodynamique

De l'extérieur, les Aehra Estasi et Impeto se distinguent par leur style « cab forward » qui réduit le nez à sa plus simple expression et avance la base du pare-brise au niveau de l'axe des roues avant. On remarquera un travail poussé sur l'aérodynamique avec des « aérobriques » à l'avant et à l'arrière et des flancs sculptés ainsi que de nombreuses ouïes latérales destinées à mieux canaliser les flux d'air. On notera les rétroviseurs-caméras à double branche, très travaillés également et les jantes immenses (au moins 22 pouces).

Habitacle futuriste

À l'intérieur, le spectacle est également au rendez-vous avec quatre places assises à réglages multiples avec une console centrale à l'avant et

l'arrière tandis que la planche de bord combine un petit écran intégré au volant (drôle d'idée), un écran central qui intègre des boutons tactiques dans sa partie basse et une immense dalle à la base du pare-brise qui se compose de deux écrans latéraux pour la rétrovision et un écran extra-large au centre qui semble pouvoir se déployer en hauteur quand la voiture est à l'arrêt pour offrir une expérience d'infodivertissement très immersive. Notons que si la voiture conserve un pied milieu, l'ouverture des portes se veut spectaculaire en mêlant une cinématique en élytre à l'avant et en papillon à l'arrière.

Avec ses Estasi et Impeto, Aehra verra bien entendu le marché européen mais place également l'Amérique du Nord comme cible privilégiée. Aucune mention de la Chine n'a été évoquée jusqu'à présent, pas plus qu'une idée des tarifs. À terme, Aehra vise une production de 25.000 voitures par an.

DOTÉ D'UN ÉCRAN INCURVÉ ULTRA-LARGE
ET D'UNE EXPÉRIENCE UTILISATEUR ÉTENDUE

Le nouveau moniteur intelligent LG MyView

Doté d'un écran au format 21:9, le dernier moniteur intelligent de LG est parfait pour la productivité et le divertissement

LG Electronics (LG) lance son dernier moniteur intelligent LG MyView (modèle 34SR65QC), un écran de 34 pouces au format unique et doté d'une gamme de fonctionnalités pour une meilleure productivité et des expériences de divertissement. Il s'agit du premier moniteur intelligent de la société doté d'un écran UltraWide incurvé au format 21:9, offrant une solution d'affichage de bureau étendue pour les clients à la recherche d'un flux de travail amélioré, d'une immersion visuelle améliorée ou des deux.

Le nouveau moniteur intelligent LG MyView est doté d'un écran 34 pouces WQHD (3 440 x 1 440) de résolution 2 VA, offrant une luminosité de 300 nits, un grand angle de vision et une couverture de 99 % de la gamme de couleurs sRGB. Ces spécifications, combinées au format 21:9 de l'écran, font du LG MyView un excellent compagnon de bureau « côte à côte » pour les employés de bureau, les développeurs et autres professionnels du numérique.

Le 34SR65QC permet une plus grande efficacité au travail grâce à son écran allongé haute résolution, à ses fonctions d'organisation d'écran utiles et à la prise en charge de diverses applications de bureau à domicile. L'écran UltraWide 21:9 offre un espace d'écran supplémentaire, permettant aux utilisateurs de garder plusieurs onglets et fenêtres ouverts en même temps et de les organiser de manière optimale à l'aide de la fonction Screen Split intégrée. De plus, les utilisateurs peuvent profiter d'applications telles que la messagerie, les éditeurs de documents en ligne et le stockage cloud directement sur l'écran sans avoir à se connecter à un PC ou à un ordinateur portable. La largeur supplémentaire du 34SR65QC permet aux utilisateurs d'utiliser des applications de productivité en mode plein écran (16:9) tout en ayant suffisamment d'espace pour des outils d'IA génératifs utiles, qui peuvent être facilement épinglés sur la partie droite de l'écran dans une fenêtre de plus petite taille (5:9).

Le 34SR65QC est également idéal pour ceux qui recherchent une expérience cinématographique à domicile. Son écran UltraWide permet aux utilisateurs de profiter du contenu 21:9 tel qu'il est censé être vu, éliminant le letterboxing nécessaire pour préserver le rapport hauteur/largeur sur les moniteurs 16:9 conventionnels. Ce nouveau modèle est le premier de la gamme LG MyView à permettre la diffusion en continu de vidéos capturées au format 21:9, apportant une sensation cinématographique au contenu diffusé et donnant aux utilisateurs le sentiment réel de faire partie de l'action. Comme tous les moniteurs intelligents LG MyView, le 34SR65QC est équipé de la plateforme LG webOS, qui donne accès à une large gamme de services de



contenu, notamment Netflix, YouTube et Prime Video, ainsi qu'à des recommandations de visionnage personnalisées et à une navigation intuitive. Pour des options de contenu encore plus intéressantes, les utilisateurs peuvent se rendre sur LG Channels, le service de contenu premium gratuit de LG, et parcourir plus de 300 chaînes couvrant des catégories telles que les films, les actualités, les sports, les drames et les programmes pour enfants. De plus, avec la prise en charge d'AirPlay 2 4 et de ScreenShare 5, les utilisateurs peuvent diffuser ou mettre en miroir le contenu de leur smartphone, en profitant de toutes leurs applications et jeux mobiles préférés sur le grand écran incurvé du moniteur.

Le 34SR65QC est livré avec une télécommande pratique qui fournit des fonctions de base telles que l'alimentation et le

contrôle du volume. Il est également compatible avec la télécommande LG Magic Remote 6 qui offre des fonctionnalités conviviales telles que AI Concierge et un accès en une seule touche aux services de streaming populaires, notamment Netflix, Prime Video et Disney+. L'AI Concierge, activé en appuyant sur le bouton du microphone de la télécommande Magic, reconnaît différentes voix et recommande du contenu en fonction de l'historique de visionnage de chaque utilisateur. De plus, une fois le moniteur intelligent LG MyView connecté à la plateforme de maison intelligente LG ThinQ™, l'application ThinQ peut transformer le smartphone de l'utilisateur en une télécommande offrant des fonctions de commande tactile et vocale. Pour plus de commodité, les utilisateurs peuvent gérer les paramètres du moniteur et naviguer et

effectuer des recherches sur webOS à l'aide d'un clavier et d'une souris.

« En élargissant la gamme de moniteurs intelligents LG MyView avec notre nouveau modèle UltraWide incurvé de 34 pouces, nous offrons aux consommateurs une solution complète de productivité et de divertissement », a déclaré YS Lee, vice-président et responsable de l'unité commerciale informatique de LG Business Solutions Company. « Nous continuerons à proposer des moniteurs intelligents polyvalents qui combinent des conceptions innovantes avec des performances haut de gamme et des fonctionnalités pratiques. » Le moniteur intelligent LG MyView sera lancé dans le monde entier, en commençant par les États-Unis et la Corée en août, et sera disponible sur d'autres marchés peu de temps après.

A propos de LG Electronics :

La philosophie de LG s'articule autour du respect de la personne, de la sincérité, et du retour à l'essentiel. Le géant sud-coréen s'engage à se mettre au service des clients, en leur offrant des solutions répondant à leurs besoins et de nouvelles expériences par un effort d'innovation constant, afin de leur permettre d'améliorer leur bien-être quotidien. Les produits signés LG s'adressent à des consommateurs exigeants et sensibles, des individus soucieux d'entreprendre de nouvelles activités et de se lancer de nouveaux défis, de manière à multiplier les expériences et mener une vie meilleure. LG Electronics a développé son image de marque de manière constante et progressive, afin de partager sa devise, "Life's Good". LG Electronics s'applique à marier le contemporain et l'authentique et ne cesse d'évoluer pour s'adapter aux idéaux des temps modernes.

Mots fléchés

Ponctions		Science de la nature		Marque l'égalité		Relatif à l'âne		Euphrasie la fille de Fantine		Pinceau		Troupe de canidés	
Exactes		Décortiqué		Versatile		Exprimai						Intiment	
								Tête nucléaire					
								Longues écharpes					
Bas-de-laine										Boisson			
Ingurgité										Bramé			
					On autorisé								
					Exanewton								
Louanges							Retire				Néon		
							Halte				Dirigé		
Réglemen-taire						Frelaté							Possessif
						Jeux-de-mots							
Troublée		Troisième personne du singulier			Constitué					Fleuve allemand			
		Peintre montmartrois (Maurice)			Ravis-santes					Pluie soudaine			
				Mâle de l'oie					Vieil-lotte				
									Organe d'un sens				
Pour relier			Plaque mince					Relatif aux moutons					
Lettres en croix								Couleur brun roux					
				Signe graphique							Personnes		Ruse
Titane			Affluent de l'Ob										
Affluent de la Dordogne			Tord-boyaux				Dégagé					Frère de Béotos	
				Artisans									
				Sélénium									
Partie avant d'un navire	Corde pour vacher						Excla-mation méri-dionale	Petit rongeur					
	Copeaux							Gringalet					
					Se rapporte au vin					Désigné			
					Alexandre-Benoît								
Biles répandues		Occupées		Courte						Sans humidité			
				Note de musique						Tran-chante			
							Règles de dessin		Un des dix anges de la Kabbale		Bradype	Méprisé	
Tirer vers le haut						Souci							Sélectionné
Châtié													
				Dans le texte		Serre							
Elles sont bordées de maisons					Contre-vaire de VF	Partie d'une journée					Métal précieux		
Elle a une baguette						Par							
			Germandrée				Native				Bismuth		
Nazi			Figure géomé-trique					Causée un préjudice					

L'Euro gagne encore des points

A la Banque d'Algérie, les cotations commerciales de la monnaie nationale indiquent que l'euro s'échange à 146.98 dinars algériens à l'achat et se vend à 147.02 dinars. Au marché parallèle, la monnaie européenne voit son change d'achat atteindre 239.00 dinars et son taux de vente s'élève à 242.00 dinars. De son côté, le billet vert maintient ses bons niveaux et s'achète à 134.56 dinars algériens et se vend à 134.57 dinars algériens. Avec des niveaux nettement supérieurs, un dollar vaut 220.00 dinars à l'achat et 222.00 dinars à la vente. Quant aux autres monnaies, la Livre sterling s'établit à 171.04 dinars algériens à l'achat et à 171.06 dinars algériens à la vente.



GHAZA

L'UNICEF alerte sur une grave pénurie de production d'eau potable

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a fait état mercredi d'une grave pénurie de production d'eau potable dans la bande de Ghaza, dévastée par une guerre génocidaire sioniste. "Il y a eu une grave pénurie de production d'eau potable dans la bande de Ghaza, affectant ainsi l'accès aux services d'approvisionnement en eau pour près de 500 000 personnes", a déploré l'UNICEF. Le porte-parole de l'UNICEF dans ce domaine, Salim Oweis, a déclaré que "l'usine de dessalement d'eau de mer dirigée par l'agence onusienne produisait avant plus de 20 000 litres d'eau potable. Il fut réduit à 2000 et seulement 500 après la guerre". L'UNICEF appelle l'entité sioniste à "respecter le droit international humanitaire". Cela implique, selon elle, de "prendre grand soin de sauver les civils et les infrastructures civiles, de répondre aux besoins essentiels des civils et de permettre un accès rapide, sûr et sans entrave à l'aide humanitaire".

AFFAIRE D'ACHAT DE SIGNATURES D'ÉLUS

Le Parquet requiert le mandat de dépôt contre Sahli, Neghza et Hamadi

Le Procureur de la République près du pôle économique et financier a fait appel contre les ordonnances du juge d'instruction de la troisième chambre de la même juridiction, portant mise sous contrôle judiciaire de trois candidats à la candidature à l'élection présidentielle anticipée du 7 septembre 2024, dans l'affaire d'achat de signatures d'élus en échange de parrainages. Le Parquet a requis de la chambre d'accusation le mandat de dépôt contre les trois mis en cause, soit

Belkacem Sahli, Saïda Neghza et Abdelhakim Hamadi.

La chambre d'accusation tranchera sur cet appel dans un délai de 15 jours, à compter de la date du dépôt le 4 août dernier.

Dans le même dossier, sur lequel a communiqué le Procureur général près la Cour d'Alger à la fin de la semaine dernière, 68 accusés, essentiellement des élus locaux, ont été placés en détention préventive sur ordonnance du juge d'instruction.

Les chefs d'inculpations retenus dans cette affaire, sont : octroi d'un indu-avantage ; trafic d'influence ; offre ou promesse de dons en espèces dans le but d'obtenir ou de tenter d'obtenir des parrainages à une candidature à la présidentielle, abus de fonction ; réception de dons en espèces ou de promesses de don contre des souscriptions à une candidature (20 000 à 30 000 dinars selon les révélations du PG) et escroquerie.

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 77 dollars

Les cours du pétrole montaient mercredi, poussés par la réduction de production d'un important champ pétrolier libyen et des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, prenait 1,27% à 77,45 dollars vers 11h25. Son équivalent américain, le baril de West Texas Interme-

diate (WTI), pour livraison le même mois, gagnait 1,19%, à 73,20 dollars. La Compagnie nationale de pétrole (NOC) en Libye a annoncé mardi la suspension "partielle" de la production du gisement d'al-Sharara. La NOC a annoncé le "début d'une réduction de la production sur le champ d'al-Sharara à cause d'un cas de force majeure (...)", a indiqué la compa-

gnie dans un communiqué mardi. Situé à environ 900 km au sud de Tripoli, al-Sharara produit en temps normal 315.000 barils par jour, sur une production nationale de plus de 1,2 million de barils par jour. Les investisseurs prêteront attention plus tard mercredi au rapport hebdomadaire sur l'état des stocks de pétrole aux Etats-Unis de l'Agence

américaine d'information sur l'énergie (EIA) pour la semaine achevée le 2 août. Mardi, l'API, la fédération américaine des professionnels du secteur, avait toutefois fait état d'une légère augmentation des réserves commerciales de brut d'environ 170.000 barils et d'une hausse de plus de 3,3 millions de barils d'essence.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Quatre chroniques seront consacrées aux questions économiques et financières pour présenter les vrais enjeux pour le pays et certainement des défis pour le prochain mandat.

1. Le redimensionnement de la sphère publique. Comme beaucoup d'économies en développement, les problèmes économiques de l'Algérie ne sont ni récents, ni de nature conjoncturelle. Ils sont le résultat de contextes national et international et de choix politique sur la longue période. Ils résultent en grande partie de la mise en place, au lendemain de l'indépendance, d'une sphère publique surdimensionnée. Ceci a été une réponse à la demande démesurée de la société à l'indépendance (voir notre précédente chronique). A ce contexte de l'indépendance, va s'ajouter des choix du système politique et du modèle économique à orientation socialiste. Après plus de 60 ans de notre indépendance et près de 40 ans de l'abandon de l'option socialiste et de l'adhésion à l'économie de marché, rappelée périodiquement avec, toutefois, une nuance forte : une économie sociale de marché, la taille de la sphère publique n'a jamais diminuée. La dernière constitution (1996, révisée en 2020) a consacré (art. 61) la liberté de commerce, d'investissement et d'entreprendre. Dans les faits, malgré des réformes législatives et réglementaires dans ces domaines (par ex. loi sur l'investissement 2022), des contraintes et des obstacles persistent encore. Sur ce même registre, une économie de marché est une économie où la concurrence sur les marchés est la règle cardinale, or à ce jour l'Etat n'arrive pas à se doter d'une politique de la concurrence.

In fine, le contexte historique, l'évolution économique et politique, la concentration des ressources naturelles entre les mains de l'Etat et la recherche de la cohésion nationale ont favorisé un élargissement massif de l'intervention de l'Etat dans toutes les activités sociales et économiques. Dans l'absolu, une telle situation est tout à fait légitime, au plan social et politique ; cependant au plan économique, elle peut ne pas être efficiente et efficace : volume des dépenses budgétaires incontrôlables, gaspillage, éviction des activités non directement insérées dans cette sphère publique... Plus particulièrement la dépense publique, elle risque de ne pas être soutenable avec l'augmentation des besoins et la croissance démographique. Cet élargissement de l'intervention de l'Etat, souvent présenté comme une exigence pour concrétiser les idéaux de la révolution d'indépendance en termes de justice sociale, n'est pas sans conséquences sur les comptes publics, la croissance économique et surtout sur l'aversion pour le travail, la tendance à la prédation, la croissance inconsidérée des demandes sociales (logements subventionnés, enseignements et santé, énergies, protection sociale tous azimuts...). A moyen et long terme, cette situation peut ne pas être soutenue si les principales ressources du pays (hydrocarbures) venaient à dégager moins de revenus (effets quantité et prix à l'exportation). Le prochain gouvernement doit s'atteler à revoir le dimensionnement de la sphère publique d'une part et à revoir l'efficacité de la dépense publique en termes d'allocation efficiente des ressources et de rendements de celles-ci. La démarche de rationalisation devra viser d'abord un redimensionnement de la sphère publique autour du service public traditionnel ou universel dans le sens

d'inclure les besoins collectifs, en termes de biens publics (biens non marchands), comme l'éducation, la santé, les infrastructures et services associés... et des services de protection et de solidarité (protection sociale, personnes à handicap, logement social, etc. Un autre dimensionnement est celui de l'intervention de l'Etat dans la sphère des subventions directes ou indirectes. C'est dans cette sphère que l'Etat peut dégager des économies substantielles. On ne peut continuer à donner des logements au tiers ou le quart de leur prix à tout le monde, situation qui a conduit à une sous-occupation de ces logements en attendant de les revendre en dégageant une rente substantielle au détriment des citoyens qui attendent le logement social depuis plusieurs décennies. Le même phénomène est observé dans la surconsommation de l'énergie et de l'eau en raison des tarifs appliqués à ces produits. La tarification de l'énergie est tellement basse, comparée aux autres pays, que certains investisseurs dégagent des rentes importantes en exportant des produits hautement énergivores. C'est le cas notamment du ciment (55% du coût de production est constitué d'énergie) et de l'acier (45% au moins). Les exportateurs de ces produits n'ont aucun mérite lié à leur productivité ou à leur compétitivité hors énergie ; on dit que ces entreprises exportent, à travers le Clincker et l'Acier, le gaz à un prix (subventionné) très inférieur au prix international. Le cas des entreprises publiques économiques sera abordé dans une prochaine chronique.

2. Restructuration des secteurs et du SPM (chronique du jeudi 15 08)